

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
RÉGION LORRAINE
INSTITUT LORRAIN DE FORMATION EN MASSO-KINÉSITHÉRAPIE
DE NANCY

POINT SUR LA FORMATION CONTINUE DES MASSEURS-
KINÉSITHÉRAPEUTES LIBÉRAUX LORRAINS À L'HEURE DU
DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL CONTINU OU D.P.C

Mémoire présenté par Grégory KECH
étudiant en 3^{ème} année de masso-kinésithérapie
en vue de l'obtention du Diplôme d'État
de Masseur-Kinésithérapeute
2013-2014.

SOMMAIRE

RÉSUMÉ

| | |
|---|----|
| 1. INTRODUCTION..... | 1 |
| 2. RAPPELS..... | 2 |
| 2. 1. La réglementation..... | 2 |
| 2. 2. L'historique des dispositifs de prise en charge..... | 3 |
| 2. 3. Le Développement Professionnel Continu (D.P.C.)..... | 4 |
| 2. 3. 1. Présentation..... | 4 |
| 2. 3. 2. Principaux acteurs du D.P.C..... | 6 |
| 2. 3. 3. Fonctionnement..... | 8 |
| 2. 3. 4. Modalités d'accès..... | 9 |
| 2. 3. 5. Indemnisations du D.P.C..... | 10 |
| 2. 3. 6. Mode de financement du dispositif..... | 10 |
| 2. 4. Le Fond Interprofessionnel de Formation des Professionnels Libéraux (F.I.F.P.L.)... | 10 |
| 2. 4. 1. Présentation..... | 10 |
| 2. 4. 2. Fonctionnement..... | 11 |
| 2. 4. 3. Indemnisations du F.I.F.P.L..... | 11 |
| 2. 4. 4. Mode de financement du dispositif..... | 11 |
| 2. 5. Le crédit d'impôts..... | 11 |
| 2. 6. Les sanctions..... | 12 |
| 3. MÉTHODOLOGIE..... | 12 |
| 3. 1. Introduction..... | 12 |
| 3. 2. Recherche bibliographique..... | 13 |
| 3. 3. Les contacts directs..... | 13 |
| 3. 4. Le questionnaire..... | 14 |
| 3. 4. 1. Son élaboration..... | 14 |
| 3. 4. 2. Sa composition..... | 14 |

| | |
|--|----|
| 3. 4. 3. Son mode de diffusion..... | 15 |
| 3. 4. 4. Sa mise en test..... | 15 |
| 3. 5. La population..... | 15 |
| 3. 6. L'échantillon..... | 15 |
| 3. 7. La saisie et l'exploitation des données..... | 16 |
| | |
| 4. RÉSULTATS..... | 17 |
| 4. 1. Les caractéristiques de l'échantillon..... | 17 |
| 4. 2. La Formation Continue (F.C)..... | 18 |
| 4. 2. 1. Les caractéristiques générales..... | 18 |
| 4. 2. 2. Les critères de choix et les types de formation..... | 19 |
| 4. 2. 3. Les facteurs limitants de la F.C..... | 21 |
| 4. 2. 4. La connaissance des dispositifs..... | 22 |
| 4. 2. 5. Les obligations des Masseurs-Kinésithérapeutes (M.K)..... | 22 |
| 4. 2. 6. Les remarques..... | 22 |
| | |
| 5. DISCUSSION | 23 |
| 5. 1. L'échantillon..... | 23 |
| 5. 2. L'enquête..... | 24 |
| 5. 3. Les limites de cette étude..... | 25 |
| 5. 4. Les résultats..... | 25 |
| 5. 4. 1. L'analyse qualitative des résultats..... | 25 |
| 5. 4. 2. La communication..... | 26 |
| 5. 4. 3. Le D.P.C en chiffres..... | 27 |
| 5. 4. 4. Le lien avec la formation initiale..... | 28 |
| 5. 5. Le questionnement..... | 28 |
| | |
| 6. CONCLUSION..... | 29 |

BIBLIOGRAPHIE

ANNEXES

RÉSUMÉ

Introduction : La Formation Continue (F.C) des professionnels de santé est une obligation légale inscrite au code de déontologie des Masseurs-Kinésithérapeutes (M.K). Cependant, un rapport publié en 2012 fait apparaître que moins de 20 % des M.K libéraux en France ont suivi une F.C au cours de l'année 2010. Afin de faciliter la mise en œuvre de cette obligation qui associe désormais l'Évaluation des Pratiques Professionnelles (E.P.P), le nouveau dispositif de Développement Professionnel Continu (D.P.C) est entré en vigueur au début de l'année 2013. Ce premier constat nous amène à nous interroger sur les points suivants : Quel état des lieux de la F.C peut-on établir chez les M.K libéraux en Lorraine ? Comment peut-on expliquer cette situation ? Enfin, les professionnels connaissent-ils le nouveau dispositif de D.P.C ?

Matériel et méthode : Nous effectuons une enquête téléphonique reposant sur un questionnaire s'adressant aux M.K libéraux lorrains. La population cible est répartie sur les 4 départements (54, 57, 88, 55) de la région. L'échantillon retenu pour mener à bien notre enquête représente 10 % de cette population soit un total de 158 personnes.

Résultats : Nous obtenons un taux de réponses très satisfaisant (94,9 %) et constatons qu'une grande majorité de M.K libéraux interrogés ont au moins effectué une F.C au cours de leur carrière professionnelle. En revanche, une faible minorité sait que désormais le D.P.C est une obligation à laquelle chacun doit répondre annuellement sous peine de sanctions.

Discussion : Les M.K libéraux ont parfaitement conscience de l'importance de la F.C dans leur pratique quotidienne. En revanche, ils ont peu de temps à y consacrer et semblent peu informés de la mise en place du D.P.C. À ce jour, toutes les questions suscitées par ce dispositif ne sont pas encore réglées et il faudra laisser aux professionnels un certain temps afin qu'ils puissent se mettre en conformité avec cette nouvelle obligation.

Conclusion : Le D.P.C concerne l'ensemble des M.K, qu'ils soient libéraux ou salariés et doit être accueilli positivement par la profession. En effet, il doit permettre l'E.P.P, le perfectionnement des connaissances, l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins.

Mots clés : D.P.C, Formation Continue, Masseurs-Kinésithérapeutes libéraux, développement professionnel – **Key words :** continuing education, physiotherapist.

GLOSSAIRE

- A.R.S : Agence Régionale de Santé
- C.S.H.C.P.P : Commission Scientifique du Haut Conseil des Professions Paramédicales
- C.F.P : Contribution à la Formation Professionnelle
- C.N.A.M : Caisse Nationale d'Assurance Maladie
- C.R.O : Conseil Régional de l'Ordre
- C.S.P : Code de la Santé Publique
- D.P.C : Développement Professionnel Continu
- D.I.U : Diplôme Inter Universitaire
- D.R.E.E.S : Direction de la Recherche, des Études de l'Évaluation et des Statistiques
- E.P.P : Evaluation des Pratiques Professionnelles
- F.C : Formation Continue
- F.C.C : Formation Continue Conventiennelle
- F.F.M.K.R : Fédération Française des Masseurs-Kinésithérapeutes Rééducateurs
- F.I.F.P.L : Fond Interprofessionnel de Formation des Professionnels Libéraux
- G.I.P : Groupement d'Intérêt Public
- H.A.S : Haute Autorité de Santé
- H.P.S.T : Hôpital, Patient, Santé, Territoire
- I.F.M.K : Institut de Formation en Masso-Kinésithérapie
- J.O.R.F : Journal Officiel de la République Française
- M.K : Masseur-Kinésithérapeute
- O.G.D.P.C : Organisme Gestionnaire du Développement Professionnel Continu
- P.S : Professionnels de Santé
- R.P.P.S : Répertoire Partagé des Professionnels de Santé
- S.M.I.C : Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance
- S.S : Sécurité Sociale
- U.N.C.A.M : Union Nationale des Caisses d'Assurance Maladie
- U.R.S.S.A.F : Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales

1. INTRODUCTION

Un des articles du code du travail [1] dispose que « *La formation professionnelle tout au long de la vie constitue une obligation nationale* ». La kinésithérapie ne peut donc pas se soustraire à ce principe. Au regard de l'évolution de la profession de Masseur-Kinésithérapeute (M.K) vers le secteur libéral qui constitue la population de référence de notre étude, (les M.K libéraux représentant 85 % de l'effectif national [2]) la crédibilité des pratiques doit s'appuyer sur une Formation Continue (F.C) régulière permettant de perfectionner les connaissances. Elle se doit aussi d'enrichir les pratiques afin d'améliorer la qualité des soins et favoriser ainsi une meilleure prise en compte des priorités de santé publique.

Dans un contexte réglementaire qui évolue en permanence, les M.K libéraux sont donc dans l'obligation de se soumettre à un dispositif de F.C depuis le 09 août 2004 [3] afin de faire évoluer et/ou d'accroître le champ de leurs compétences professionnelles. Cependant, d'après un rapport publié en 2012 [4], on découvre que pour l'année 2010, 10 625 kinésithérapeutes ont eu recours à un dispositif de F.C en France, 8 008 grâce au Fond Interprofessionnel de Formation des Professionnels Libéraux (F.I.F.P.L) et 2 617 par le biais de la Formation Continue Conventionnelle (F.C.C) soit seulement 19,5 % des libéraux. Il faut toutefois relativiser ces chiffres. En effet, de nombreux M.K se forment sans faire appel aux fonds des dispositifs réglementaires de F.C. Mais aujourd'hui encore, trop peu de professionnels libéraux s'engagent dans une telle démarche. La mise en place du Développement Professionnel Continu (D.P.C) au début de l'année 2013 doit enrayer ce phénomène. Ce premier constat nous amène à nous interroger sur les points suivants : Quel état des lieux de la F.C peut-on établir chez les M.K libéraux en Lorraine ? Comment peut-on expliquer cette situation ? Enfin, les professionnels connaissent-ils le nouveau dispositif de D.P.C ? L'objectif de notre étude consiste à tenter de répondre à ces questions.

Au 1^{er} janvier 2013, la population totale des M.K libéraux en France s'élève à 59 360 personnes dont 44,1 % de femmes [5]. La Lorraine compte à elle seule 1 582 professionnels dont 43,7 % de femmes, répartis sur les départements de la Meuse (55), de la Meurthe et Moselle (54), des Vosges (88) et de la Moselle (57). Nous avons choisi de mener une enquête

téléphonique auprès d'un échantillon de M.K libéraux lorrains afin d'effectuer un état des lieux de la F.C et tenter de déterminer si le nouveau dispositif de D.P.C est connu des professionnels. Nous cherchons enfin à détailler les facteurs qui peuvent être des freins à la F.C.

2. RAPPELS

2. 1. La réglementation

Au cœur des préoccupations des professionnels de santé depuis de nombreuses années, la F.C est inscrite à l'article R. 4321-62 du code de déontologie des M.K [6] stipulant que *«Le M.K doit entretenir et perfectionner ses connaissances ; il prend toutes dispositions nécessaires pour satisfaire à ses obligations de formation continue. Il ne peut également se soustraire à l'évaluation de ses pratiques professionnelles prévue à l'article L. 4382-1 des M.K»*. En complément de cet article, nous décidons de nous pencher sur les textes de loi fondateurs de la F.C des professionnels de santé en France et qui s'appliquent aux M.K :

- Loi du 9 août 2004 [7] :
«La F.C a pour finalité le perfectionnement des connaissances et l'amélioration de la qualité des soins. La F.C est obligatoire pour toutes les personnes mentionnées au présent livre. L'obligation de formation est satisfaite notamment par tout moyen permettant d'évaluer les compétences et les pratiques professionnelles. Les conditions de mise en œuvre de la F.C des professions de santé visées au présent article sont fixées par décret en Conseil d'État».
- Loi du 24 novembre 2009 [8] relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie.
- Loi de juillet 2009, Hôpital, Patient, Santé, Territoire (H.P.S.T) [9] :
Cette loi qui instaure une réforme de l'hôpital est relative aux patients, à la santé, aux territoires et a introduit dans le code de la santé publique la notion de D.P.C des Professionnels de Santé (P.S), afin de réunir dans un concept commun les notions de

F.C.C et d'Évaluation des Pratiques Professionnelles (E.P.P). La mise en œuvre de cet article a nécessité l'élaboration de douze décrets d'application.

- Décret du 30 décembre 2011 [10] relatif au D.P.C des P.S paramédicaux :
 - « Art. R. 4382-1. *Le développement professionnel continu comporte, conformément à l'article L. 4382-1, l'analyse, par les auxiliaires médicaux, les aides-soignants et les auxiliaires de puériculture, de leurs pratiques professionnelles ainsi que l'acquisition ou l'approfondissement de connaissances ou de compétences*».
 - « Art. R. 4382-2. *Les auxiliaires médicaux, les aides-soignants et les auxiliaires de puériculture satisfont à leur obligation annuelle de développement professionnel continu dès lors qu'ils participent à un programme de développement professionnel continu collectif annuel ou pluriannuel. Il constitue une obligation individuelle qui s'inscrit dans une démarche permanente* ».
- Arrêté du 26 février 2013 [11] fixant la liste des orientations nationales du D.P.C des P.S pour l'année 2013.

Confirmé par les décrets d'application parus depuis le 1^{er} janvier 2012, le D.P.C est donc une obligation annuelle pour l'ensemble des P.S, qu'ils soient libéraux, hospitaliers ou salariés. Chacun devant au moins participer à un programme de D.P.C par an, cette obligation a donc poussé le législateur à modifier et compléter les dispositifs de prise en charge de la F.C.

2. 2. L'historique des dispositifs de prise en charge

L'année 2013 voit la création de l'Organisme de Gestion du Développement Professionnel Continu (O.G.D.P.C) et marque une volonté forte dans le déploiement et la généralisation du D.P.C. En effet, cet organisme est l'autorité qui permet désormais la mise en œuvre du décret de 2009 en donnant les moyens aux P.S d'accomplir leur obligation légale de F.C. Historiquement, il existe en France deux dispositifs permettant à un professionnel de bénéficier d'une prise en charge financière pour se former.

Le premier, toujours en vigueur, est celui du Fond Interprofessionnel de Formation des Professionnels Libéraux (F.I.F.P.L) que nous détaillerons plus précisément dans une des sous

parties de ce chapitre. Ce dispositif, mis en place par arrêté ministériel dans les années 90, permet une indemnisation dont le montant est plafonné et dont le financement est assuré par une cotisation annuelle versée par les M.K libéraux à l'U.R.S.S.A.F. Chaque année, les représentants des organisations professionnelles de chaque profession siégeant au conseil de gestion du F.I.F.P.L, déterminent les thèmes de formation prioritaires pour chaque profession et des critères de prise en charge. Ce dispositif ne s'adresse donc pas aux M.K salariés.

Le second est celui de la Formation Continue Conventionnelle (F.C.C) auquel succède désormais le D.P.C. Créée dans les années 2000, dans un souci d'amélioration de la qualité des soins et d'optimisation des dépenses de santé, la F.C.C s'appuyait sur une convention signée entre les organisations syndicales et les Caisses Nationales d'Assurance Maladie (C.N.A.M). Un appel d'offre reposant sur un cahier des charges était ensuite lancé à l'attention d'organismes de formation. Dans un second temps, les formations proposées étaient examinées par une commission nationale d'agrément (M.K. formation) avant d'être validées et ce, seulement si elles répondaient aux critères définis par le cahier des charges. Les M.K libéraux qui s'inscrivaient à une formation conventionnée pouvaient ainsi bénéficier d'indemnités compensatrices [12] et le coût du stage était entièrement pris en charge pour les formations titulaires de l'agrément.

Cependant, ce dispositif n'intégrait pas le volet de l'E.P.P, c'est une des raisons pour lesquelles il a été remplacé par le D.P.C au 1^{er} janvier 2013, qui s'impose désormais à l'ensemble des M.K.

2. 3. Le D.P.C

2. 3. 1. Présentation

Le D.P.C a été instauré en 2009 par l'article 59 de la loi H.P.S.T puis confirmé par décrets d'application. Il s'applique à l'ensemble des professionnels de santé libéraux, hospitaliers et salariés. Ce nouveau dispositif permet désormais de répondre à l'obligation légale du 30 décembre 2011 (décret n°2011-2114). Il fait état que les M.K doivent satisfaire à leur obligation légale et doivent à ce titre participer, au cours de chaque année civile à un

programme de D.P.C collectif annuel (les étapes du D.P.C doivent se dérouler sur une même année civile) ou pluriannuel (si la durée de réalisation est supérieure à 1 an).

Ce programme doit atteindre les finalités suivantes [13] :

- Répondre à une orientation nationale ou régionale, c'est à dire s'appuyer sur un thème prioritaire de santé publique. Cette orientation peut être déterminée par arrêté, à l'échelle nationale par le Ministère des Affaires Sociales et de la Santé ou à l'échelle régionale par les Agences Régionales de Santé (A.R.S).
- Comporter une ou des méthodes et des modalités validées par la Haute Autorité de Santé (H.A.S) après avis d'une Commission Scientifique Indépendante (C.S.I).
- Être enregistré en tant qu'organisme de F.C auprès de l'O.G.D.P.C [14] et après avoir été favorablement évalué par la Commission Scientifique du Haut Conseil des Professions Paramédicales (C.S.H.C.P.P) [15]. L'O.G.D.P.C est un Groupement d'Intérêt Public (G.I.P), créé le 1^{er} juillet 2012, qui assure le pilotage global du D.P.C pour l'ensemble des P.S de France. Il se compose paritairement par l'État et l'Union Nationale des Caisses d'Assurance Maladie (U.N.C.A.M).

Les principes du D.P.C (Annexe I) visent à développer des programmes adaptés aux pratiques des M.K libéraux au cours de leur exercice professionnel tout en intégrant une analyse des pratiques et de l'acquisition de nouvelles compétences [16]. Il doit permettre aux praticiens d'adopter une réflexion entre les savoirs et les connaissances. Cette démarche permettant de favoriser leur intégration dans leur pratique afin d'améliorer la qualité et la sécurité des soins ainsi que la prise en compte des priorités de santé publique et la maîtrise médicalisée des dépenses de santé.

Pour conclure, une attestation de participation doit être remise au professionnel et une seconde adressée à l'Ordre du département dont le M.K dépend, par l'organisme formateur conventionné, afin que les praticiens puissent faire reconnaître leur obligation annuelle de

D.P.C. L'exemplaire type de cette attestation est défini par l'arrêté du 25 juillet 2013 [17] relatif aux modalités de transmission.

2. 3. 2. Principaux acteurs du D.P.C [18]

Le professionnel de santé est le principal acteur de ce nouveau dispositif et le déploiement du D.P.C est assuré par de nombreuses instances, parmi lesquelles nous pouvons citer :

- L'O.G.D.P.C [19]

C'est un G.I.P représenté par l'État, l'assurance maladie, les employeurs et les professionnels. Ses principales missions ont pour objectifs :

- D'assurer la maîtrise d'ouvrage du dispositif
- De financer le D.P.C des P.S libéraux et des salariés
- D'enregistrer les organismes de formation
- D'évaluer et de contrôler les organismes de D.P.C
- D'assurer le fonctionnement des différentes Commissions Scientifiques Indépendantes (C.S.I)
- D'organiser l'information sur le dispositif

- Les C.S.I

L'O.G.D.P.C comporte quatre C.S.I : une pour les médecins, une pour les pharmaciens, une pour les chirurgiens-dentistes et une pour les sages-femmes, auxquelles s'ajoute une Commission Scientifique du Haut Comité des Professions Paramédicales (C.S.H.C.P.P) qui concerne les M.K. Ces commissions sont sollicitées pour :

- Évaluer et contrôler les organismes de D.P.C
- Émettre des avis sur les orientations nationales et régionales de D.P.C
- Dresser une liste des Diplômes Universitaires (D.U) éligibles au D.P.C
- Apporter une expertise aux demandes émanant de l'O.G.D.P.C.

- La C.S.H.C.P.P

Elle dépend directement du Ministère de la Santé qui peut la saisir sur les sujets concernant les professions paramédicales. Elle cherche à promouvoir une réflexion interprofessionnelle sur les conditions d'exercice des professions paramédicales. La C.S.H.C.P.P peut également formuler des propositions au Ministre de la Santé. Elle participe, en partenariat avec la H.A.S, à favoriser la diffusion des recommandations de bonnes pratiques.

- Les organismes de formation

Ce sont les maillons de la mise en œuvre du D.P.C. Ils proposent des formations aux professionnels. A l'issue d'une formation, ils doivent délivrer (chaque année) une attestation de participation. Cette attestation est également transmise selon la profession, au conseil de l'ordre, à l'employeur ou à l'A.R.S. Les conditions d'enregistrement des organismes de D.P.C sont définies par arrêté et sont évaluées par les Commissions Scientifiques Indépendantes (C.S.I). La liste de ces organismes agréés est disponible sur le site internet de l'O.G.D.P.C.

- Le Ministère des Affaires Sociales et de la Santé

Il participe à la gestion de l'O.G.D.P.C et après avis des C.S.I compétentes, le ministre définit une liste des orientations nationales.

- L'assurance maladie

Elle participe au financement et à la gestion de l'O.G.D.P.C, par l'intermédiaire du comité de gestion et du comité paritaire.

- Les instances ordinales professionnelles

Les Conseils de l'Ordre qui représentent les différentes professions de santé doivent s'assurer que les professionnels remplissent leur obligation annuelle de D.P.C. Ce contrôle est assuré au minimum une fois tous les cinq ans, grâce aux attestations transmises par les organismes de D.P.C. Les responsables des différentes A.R.S ainsi que les employeurs doivent contrôler le respect de l'obligation de D.P.C pour les professionnels non inscrits à un ordre professionnel.

- La H.A.S

Ses représentants siègent au conseil de surveillance de l'O.G.D.P.C et valident les méthodes et les modalités du D.P.C après avis des C.S.I, y compris les conditions qui permettent d'apprécier la participation effective en tant que participant ou formateur à un programme de D.P.C.

- Les Agences Régionale de Santé (A.R.S)

Elles complètent les orientations nationales de D.P.C par des orientations régionales spécifiques, en cohérence avec le programme régional de santé, après avis de la commission scientifique compétente. Les A.R.S contribuent à évaluer et à promouvoir la qualité des formations des professionnels de santé [20].

- Les Unions Régionales des Professionnels de Santé (U.R.P.S)

Elles sont présentes au sein de chaque région et jouent un rôle de promotion des programmes de D.P.C.

- Les Centres Nationaux des Professionnels de Santé (C.N.P.S)

Ils regroupent pour chacune des branches les spécificités d'une profession (syndicale, académique, scientifique) ainsi que les différents modes d'exercice (salariés, hospitaliers, libéraux). Ils sont chargés de défendre les intérêts des professionnels et de participer à l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins.

- Les Organismes Paritaires Collectifs Agréés (O.P.C.A)

Ils sont représentés par les organisations syndicales des employeurs et des salariés. Ils permettent de collecter et de gérer, les contributions dues par les entreprises au titre de la formation professionnelle continue. Un accord entre organisations syndicales d'employeurs et salariés doit être signé pour permettre un agrément de l'état. Cet accord permet de définir le champ d'intervention géographique et professionnel de l'organisme.

2. 3. 3. Fonctionnement

Un programme de D.P.C est une formation associant deux phases :

- Une analyse des pratiques professionnelles (E.P.P avant et après le stage).
- Une acquisition ou un perfectionnement des connaissances et des compétences.

Il existe 3 types de programmes de D.P.C [21] :

- Présentiel : c'est-à-dire qui implique la présence physique des participants au programme de D.P.C pour l'ensemble de ses étapes.
- Non présentiel : qui est composé d'étapes qui ne nécessitent pas la présence physique des participants (e-learning, lecture de documents, etc.) ou majoritairement non présentiel pouvant impliquer une ou plusieurs réunions où les participants sont présents physiquement.
- Mixte : ce qui signifie que le programme doit être majoritairement présentiel, mais peut être associé à quelques étapes non présentiels.

Une étape est un temps dédié dans un programme de D.P.C, qui peut être :

- Une durée pendant laquelle un travail doit être réalisé (analyse des pratiques, ou approfondissement de connaissances)
- Une date ponctuelle à laquelle se réalise une réunion, un séminaire ou un congrès.

2. 3. 4. Modalités d'accès

Chaque professionnel doit créer un compte personnel sur le site www.mondpc.fr et afin d'effectuer cette inscription, il doit préalablement se munir :

- De son adresse de messagerie électronique
- De son numéro de Répertoire Partagé de Professionnel de Santé (R.P.P.S) ou numéro Automatisation DEs Listes (A.D.E.L.I) qui est attribué à tous les praticiens salariés ou libéraux et leur sert de numéro de référence [22] et/ou numéro de Carte Professionnelle de Santé (C.P.S)
- D'une copie numérique de sa Carte Professionnelle de Santé (C.P.S) et de son Relevé d'Identité Bancaire (R.I.B).

Une fois le compte créé, ce dernier permet d'accéder aux coordonnées personnelles du praticien, de rechercher un programme de D.P.C via un moteur de recherche, de s'inscrire et de suivre ses inscriptions à un programme, d'accéder à une messagerie afin d'envoyer des messages à l'O.G.D.P.C et enfin, consulter le nombre de formations effectuées.

2. 3. 5. Indemnisations du D.P.C

Les modalités d'indemnisation des forfaits de D.P.C ont été arrêtées lors de la section paritaire des M.K du 8 janvier 2013 et sont plafonnées à un montant total, par programme et par participant de 955 € [23]. Ce montant reste inchangé pour 2014.

2. 3. 6. Mode de financement du dispositif

Les fonds gérés par l'O.G.D.P.C et alloués au D.P.C pour les M.K libéraux proviennent, de l'État, de l'Assurance Maladie ainsi que d'une partie de la taxe majorée sur l'industrie des produits de santé. En ce qui concerne les salariés, les fonds proviennent des employeurs et des établissements de santé.

2. 4. Le F.I.F.P.L

2. 4. 1. Présentation

Le Fond Interprofessionnel de Formation des Professionnels Libéraux (F.I.F.P.L) est un fond d'assurance formation mis en place par l'Union Nationale des Professions Libérales (U.N.A.P.L) conformément aux dispositions de la loi du 31 décembre 1991, agréé par Arrêté Ministériel du 17 mars 1993, publiée au Journal Officiel, le 25 mars 1993 [24]. Ce dernier répond à l'obligation pour toutes les professions libérales de s'acquitter de la Contribution à la Formation Professionnelle (C.F.P). Le F.I.F.P.L est administré par un conseil de gestion, composé d'un représentant de chaque organisation professionnelle qui détermine les thèmes et les modalités de prise en charge des formations. En résumé, le F.I.F.P.L est une aide au financement de la F.C des libéraux dont, seuls les praticiens qui versent leur cotisation obligatoire à l'Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales (U.R.S.S.A.F) peuvent bénéficier.

Cependant, les formations effectuées dans le cadre du F.I.F.P.L ne permettent pas automatiquement de répondre à l'obligation légale de D.P.C. Ces dernières, proposées dans le cadre de ce dispositif n'intègrent pas le volet de l'E.P.P.

2. 4. 2. Fonctionnement

Un professionnel libéral qui souhaite bénéficier d'une prise en charge doit préalablement adresser sa demande en ligne via le site www.fifpl.fr, ou l'envoyer par courrier au F.I.F.P.L. Les formations universitaires ou toutes autres formations pluriannuelles peuvent être prises en compte sous réserve que l'organisme de formation présente chaque année, auprès de la commission des M.K du F.I.F.P.L, des demandes de prise en charge des sessions de formation se déroulant sur l'année civile. Enfin, nous pouvons également ajouter que le D.P.C, à terme, n'est pas censé se substituer au F.I.F.P.L.

2. 4. 3. Indemnisations du F.I.F.P.L

Pour l'année 2014, le montant de prise en charge est fixé à 1 200 € par an et par professionnel [25], le plafond d'indemnité journalière, variant en fonction des thèmes. A noter que son montant a très nettement augmenté depuis 2012, grâce notamment, à l'élévation du plafond annuel de Sécurité Sociale (S.S). Seul le coût pédagogique de la formation est susceptible d'être pris en charge par le F.I.F.P.L. Les frais de transport, d'hébergement et les repas restent à la charge du professionnel.

2. 4. 4. Mode de financement du dispositif

Les M.K libéraux doivent s'acquitter chaque année d'une contribution obligatoire collectée par l'U.R.S.S.A.F. Cette contribution est passée, dans le cadre de la loi de finances rectificatives pour 2012, de 0,15 % à 0,25 % du plafond annuel de la Sécurité Sociale (93 € montant 2013 payable en 2014 et 94 €, montant 2014 payable en 2015) [26].

2. 5. Le crédit d'impôts

Dès lors qu'elle est imposée selon un régime réel, toute entreprise peut bénéficier, quelque soit son activité (commerciale, industrielle, artisanale ou libérale) et sa forme juridique (entreprise individuelle ou société) d'un crédit d'impôt au titre de la formation des dirigeants d'entreprise. Ce crédit est calculé en multipliant le nombre d'heures de formation

effectué (dans la limite de 40 heures) par le taux horaire du Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance (S.M.I.C) brut qui s'élève à 9,53 € au 1^{er} février 2014, soit un montant maximum sur les revenus 2014 de 381,2 € pour les M.K libéraux qui investissent de leur temps dans la F.C [27].

2. 6. Les sanctions

L'Ordre des M.K veille au maintien des principes de moralité, de probité et de compétences indispensables à l'exercice de la masso-kinésithérapie et à l'observation, par tous ses membres, des droits, devoirs et obligations professionnels, ainsi que des règles édictées par le code de déontologie prévu à l'article L. 4321-21. Il assure la défense de l'honneur et de l'indépendance de la profession de M.K. Ce dernier ne peut pas se soustraire à ses obligations de F.C sans commettre une faute disciplinaire au titre de l'article 62 du code de déontologie. *«Dans chaque région, le conseil régional de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes organise et participe à des actions d'évaluation des pratiques des professionnels, en liaison avec le conseil national de l'ordre et avec la H.A.S. Dans ce cadre, le conseil régional a recours à des professionnels habilités à cet effet par le conseil national de l'ordre sur proposition de la H.A.S»* [28].

En résumé, le C.R.O dont le M.K libéral dépend, doit au moins, une fois tous les 5 ans, sur la base des attestations transmises par les organismes de D.P.C (ou du diplôme universitaire obtenu), vérifier que chaque professionnel a bien répondu à son obligation annuelle ou pluriannuelle [29]. Si ce principe n'est pas respecté, la mise en œuvre d'un plan personnalisé de D.P.C peut être demandé au M.K qui ne répond pas à son obligation. Enfin et après contrôle, si ce dernier n'est pas suivi par l'intéressé, ce manquement est susceptible de constituer un cas d'insuffisance professionnelle pouvant être sanctionné par le conseil de l'ordre et pouvant aller jusqu'à une interdiction d'exercice temporaire à définitive.

3. METHODOLOGIE

3. 1. Introduction

Ayant eu connaissance, lors de la lecture d'un article de presse spécialisée de la mise en place du dispositif de D.P.C au début de l'année 2013, nous nous sommes interrogés sur la place que pouvait occuper la F.C chez les professionnels libéraux. Nous avons délibérément choisi de mener notre étude sur cette population en raison de l'orientation actuelle de la profession de M.K. Une fois que cette population fut identifiée, nous nous sommes ensuite concentrés sur la région Lorraine. Puis, nous avons entrepris une recherche bibliographique sur cette thématique tout en sollicitant des rencontres avec des professionnels et des personnes ressources concernés par cette démarche.

3. 2. Recherche bibliographique

Notre recherche bibliographique s'est concentrée dans un premier temps sur la base de données de la législation française grâce au site internet www.legifrance.gouv.fr, qui nous a permis de trouver les textes de loi relatifs à la F.C en France. Pour notre recherche bibliographique, les principales bases de données ont également été consultées et parmi elles, nous pouvons citer : La base de données de la Haute Autorité de Santé (H.A.S), kinédoc, rééDoc, la Base de Données en Santé Publique (B.D.S.P), Elsevier Masson (E.M) premium et consulte. Enfin, certains articles relatifs à la F.C et au D.P.C sont tirés de revues professionnelles. Ces derniers ont tous été publiés après 2004 date de l'obligation de formation professionnelle continue chez les P.S. Les mots clés utilisés pour la recherche sont : «D.P.C», «formation continue», «kinésithérapeutes libéraux», «développement professionnel» et en anglais : «continuing education», « physiotherapist». Enfin, les critères de sélection d'un document sont, principalement, leur qualité et leur utilité nous permettant de mener à bien notre travail. Nous avons également consulté de nombreux sites internet de référence dont les plus représentatifs sont les suivants : www.legifrance.gouv.fr, www.has-sante.fr, www.ogdpc.fr, www.mondpc.fr, www.ink-formation.com, www.sante.gouv.fr, www.ffmkr.com, www.fifpl.fr, www.urpsmk.fr, www.ordremk.fr, www.ars.lorraine.sante.fr.

3. 3. Les contacts directs

De nombreuses informations ont été recueillies grâce à des entretiens téléphoniques ou dans le cadre de rendez-vous. Nous pouvons souligner la qualité des échanges que nous avons pu

avoir avec les représentants de l'Union Régional Des Professionnels de Santé (U.R.P.S) en masso-kinésithérapie de Lorraine, le service de la communication de l'O.G.D.P.C, le président du Conseil Régional de l'Ordre (C.R.O) des M.K de la région Lorraine et les membres des différents départements, les représentants de la Fédération Française des Masseurs Kinésithérapeutes Rééducateurs (F.F.M.K.R) et enfin de l'Institut National de la Kinésithérapie (I.N.K).

3. 4. Le questionnaire [30]

3. 4. 1. Son élaboration

Le questionnaire (Annexe II) repose sur une série de questions concernant la F.C des M.K libéraux en Lorraine :

- Quelle part consacrent-ils à la F.C ?
- Continuent-ils à se former à l'issue de leur formation initiale ?
- Sont-ils informés de l'existence du nouveau dispositif de D.P.C ?
- Ont-ils recours à la F.C pour élargir le champ de leurs compétences professionnelles ?
- Connaissent-ils la réglementation et les sanctions qui peuvent en découler ?
- Comment analysent-ils les freins à la F.C ?
- Considèrent-ils que les moyens mis en place sont adaptés et suffisants ?
- Connaissent-ils le site www.mondpc.fr et ont-ils déjà créé leur compte ?

3. 4. 2. Sa composition

Après avoir subi de nombreux remaniements, la version définitive du questionnaire comporte 26 questions. Elle se divise en deux parties, la première concerne les informations générales relatives aux sujets contactés et l'autre porte sur la F.C. Les différentes questions se répartissent de la manière suivante :

- 10 portent sur le profil des personnes interviewées
- 5 sur les modalités de F.C des M.K libéraux (nombre, thème, durée, fréquence et critère de choix des F.C,...)

- 3 concernent l'évaluation des F.C effectuées (réponses aux attentes, difficultés rencontrées,...)
- 7 sur la connaissance des dispositifs de F.C (existence, adhésion, financements, moyens d'information, obligations légales, sanctions,...)
- 1 question finale ouverte

3. 4. 3. Son mode de diffusion

Afin d'obtenir le plus grand nombre possible de réponses, nous décidons d'administrer notre questionnaire par appel téléphonique. Il est composé en majorité de questions fermées pour pouvoir être réalisé en un minimum de temps.

3. 4. 4. Sa mise en test

Afin de valider la compréhension des questions et de vérifier la durée d'un appel, le questionnaire est soumis à 10 M.K libéraux ne figurant pas dans l'échantillonnage retenu. Cette démarche nous amène à supprimer certaines questions et à préciser certains points.

3. 5. La population

Nous choisissons comme population de référence les M.K libéraux lorrains. D'après le document de travail de la D.R.E.E.S sur les professions de santé au 1^{er} janvier 2013, les M.K libéraux en Lorraine se répartissent dans 4 départements (55, 57, 88, 54) et représentent 1 582 personnes. L'échantillon retenu pour mener à bien notre enquête représente 10 % de cette population soit un total de 158 personnes.

3. 6. L'échantillon

Afin d'être représentatif de la population, l'échantillon des M.K libéraux tient compte de la répartition hommes/femmes par département. Pour mieux définir ce dernier, nous utilisons un échantillonnage à deux degrés :

- Pour le premier degré, nous séparons la population totale des M.K de la région Lorraine et les répartissons par département.

- Pour le deuxième degré nous choisissons de tirer au sort 10 % des M.K libéraux pour chaque département. L'échantillon comporte donc 158 M.K libéraux. En fonction des départements et de leur densité professionnelle, nous obtenons entre 10 et 70 M.K libéraux à contacter (Annexe III). Le tirage au sort est systématique, grâce au site www.pagesjaunes.fr qui affiche de façon aléatoire les M.K par zone. Pour chaque secteur, un intervalle est laissé entre les M.K tirés au sort. Cet intervalle est approximativement égal au nombre de M.K de la liste, puis divisé par le nombre qu'il faut tirer au sort, afin de parcourir toute la liste. Le moteur de recherche du site affiche un nombre de pages correspondant à celui des professionnels par département. Chaque page comporte en moyenne 20 contacts. Nous décidons donc, dans un premier temps, de diviser le nombre de M.K à interroger par le nombre de page qui s'affiche. Puis dans un second temps, nous effectuons pour chacune des pages, un tirage au sort afin de constituer une liste d'hommes et de femmes à contacter pour mener à bien notre enquête. Exemple pour la Meuse : Le résultat de la recherche affiche 5 pages qui comportent 20 contacts. Notre échantillonnage nous amène à retenir 10 professionnels pour ce département. Nous devons donc tirer au sort 2 contacts par page et respecter la répartition préalablement définie de 6 hommes et 4 femmes.

3. 7. La saisie et l'exploitation des données

Les appels sont réalisés sur plusieurs semaines et la durée d'appel varie entre 5 et 8 minutes. Les M.K ne répondant pas ou n'étant pas disponibles après 5 appels sont classés comme «non interrogeables» et chaque appel est passé un jour différent de la semaine (du lundi au vendredi). Les M.K ne souhaitant pas répondre au questionnaire sont classés comme «ne souhaite pas répondre». La saisie et l'analyse statistique descriptive des données sont réalisées sous format Excel. Pour comparer des variables qui suivent une loi normale, nous utilisons des tests paramétriques : le test du Khi-deux et le test exact de Fischer. Nous considérons comme significatives les valeurs de $p \leq 0,05$.

4. RÉSULTATS

4. 1. Les caractéristiques de l'échantillon

Sur un échantillon de 158 M.K libéraux lorrains, 150 répondent au questionnaire soit un taux de réponse de 94,9 %. 4 praticiens n'ont pas souhaité répondre et 4 n'ont pas pu être interrogés. La moyenne d'âge de l'échantillon est de 41,2 ans pour un écart type de 11,6 ans, un minima de 23 ans et un maximum de 67 ans (Annexe IV). La répartition hommes/femmes de notre échantillon est la suivante : 43,3 % de femmes pour 56,6 % d'hommes. Les M.K de l'échantillon ont majoritairement obtenu leur Diplôme d'État (D.E) entre 2002 et 2012 (38 %) et exercent globalement depuis 5 à 9 ans (21,3 %).

Concernant la formation initiale, les deux résultats les plus significatifs font apparaître que 51,3 % des personnes interrogées ont été formées à l'Institut de Formation en Masso-Kinésithérapie (I.F.M.K) de Nancy et que 23,3 % ont effectué leur cursus en Belgique. Par rapport au mode d'exercice, 38 % des M.K exercent seuls contre 62 % à plusieurs. Lorsqu'ils exercent à plusieurs, ils sont dans 61,2 % des cas, deux au sein du même cabinet. Enfin pour compléter cette analyse, nous constatons que 42,6 % des professionnels interrogés travaillent en milieu rural, 40,6 % en milieu urbain et 16,6 % travaillent en milieu rural et urbain. De plus, 39,3 % des M.K affirment qu'ils n'ont jamais exercé en tant que salarié contre 60,6 % qui ont déjà connu ce mode d'exercice.

Les 3 pathologies, prédominante au sein de la patientèle des M.K de notre échantillon sont (figure 1 et 2) :

- La rhumatologie à 32,2 %
- La traumatologie à 31,3 %
- La kinésithérapie respiratoire à 21,7 %

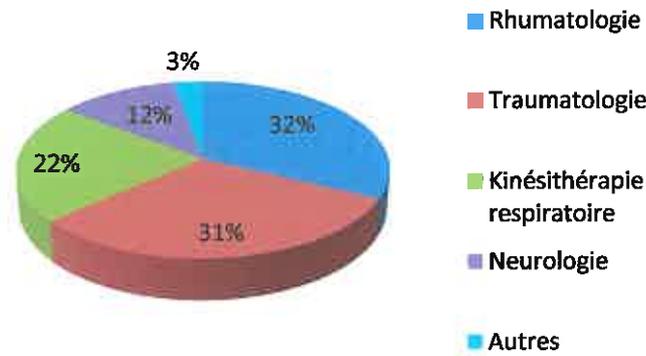


Figure 1 : pathologies prédominantes

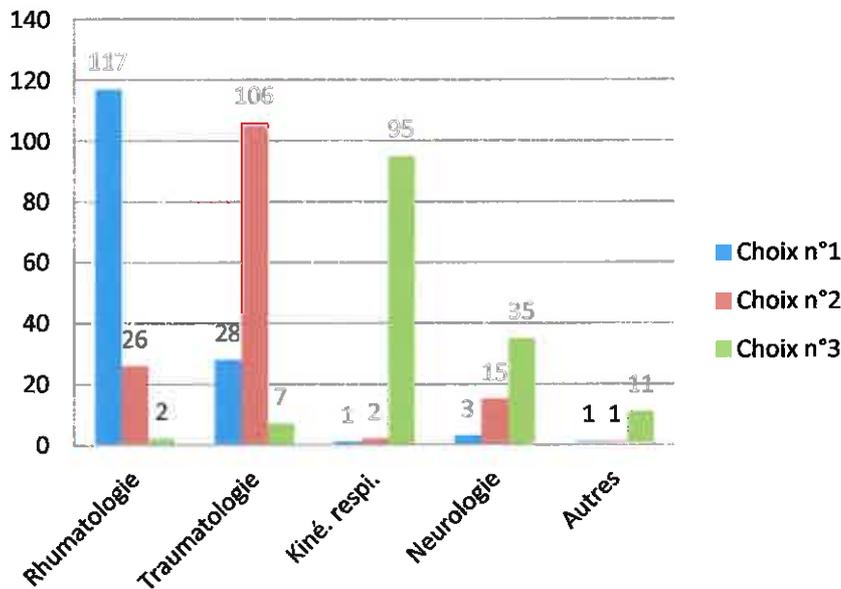


Figure 2 : répartition des pathologies par critères de choix

Pour clore cette partie, 79,3 % des cabinets contactés déclarent ne pas recevoir d'étudiant d'I.F.M.K pour des stages à effectuer dans le cadre de leur formation initiale.

4. 2. La formation continue

4. 2. 1. Les caractéristiques générales

Sur l'ensemble des professionnels interrogés au cours de notre enquête, 96,6 % affirment avoir suivis une F.C au cours de leur carrière contre 3,3 % qui n'en ont jamais fait. Ils considèrent dans 60 % des cas, ne pas avoir suffisamment de temps à y consacrer. En terme de fréquence, 62 % effectuent une formation tous les 2 à 5 ans et 37,9 % de une à plusieurs par an. La durée moyenne consacrée à la F.C par an est de 0 à 7 jours dans 73,8 % des cas et de 7 à plus de 15 jours pour 26,2 % des personnes interrogées. Le test du Khi-deux est corrélé au test de Fischer qui est mieux adapté pour comparer de petits effectifs. Nous avons recours à cette analyse statistique, pour confronter la situation de la F.C en fonction de différents paramètres. En nous appuyant sur les résultats des tests paramétriques, nous ne pouvons pas considérer (Annexe V) :

- Que les femmes se forment plus que les hommes et inversement ($p= 0,229$)
- Que les professionnels se forment plus dans un département que dans un autre ($p= 0,090$)
- Que les professionnels se forment plus lorsqu'ils sont plusieurs au sein d'un même cabinet ($p= 0,903$)
- Qu'il existe une différence significative du nombre de formations réalisées en fonction du milieu d'implantation du cabinet ($p= 0,771$)

4. 2. 2. Les critères de choix et les types de formation

Les 3 critères de choix les plus fréquemment évoqués pour une F.C sont par ordre de citation (figure 3 et 4) :

- Le thème (31,2 % des cas)
- Le lien avec les besoins de la patientèle (28,2 % des cas)
- La proximité du lieu de formation par rapport au cabinet (23,4 % des cas)

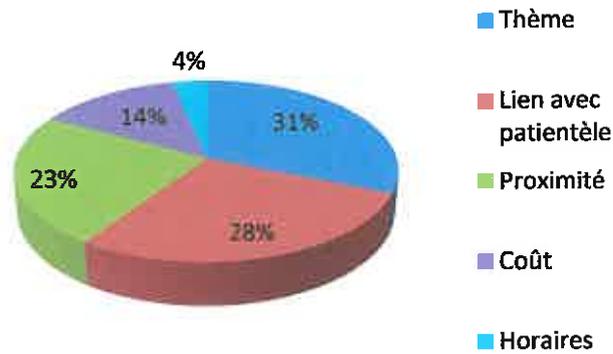


Figure 3 : critères de choix d'une formation

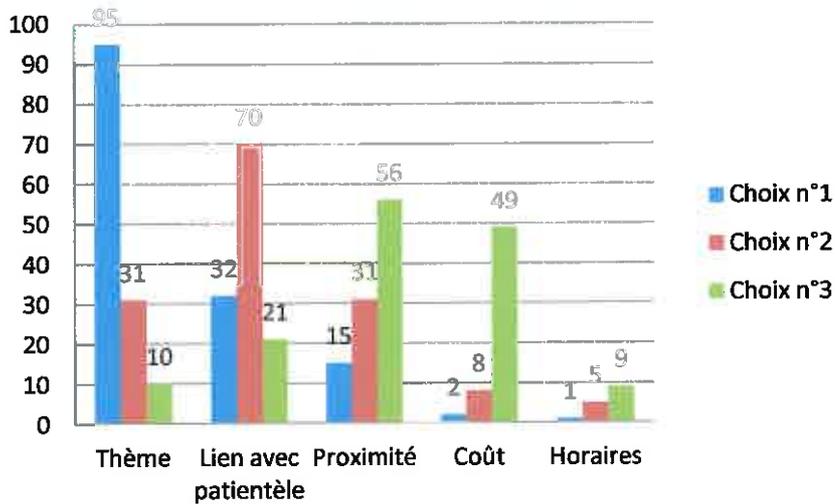


Figure 4 : répartition par critères de choix d'une formation

Concernant le type de formation effectuée nous retrouvons pour les plus fréquemment citées :

- La kinésithérapie respiratoire (14,4 %)
- La thérapie manuelle (12,9 %)
- Le massage (11 %)

En revanche, seule une faible proportion de M.K libéraux (0,5 %) ont suivi une formation de longue durée de type Diplôme Inter Universitaire (D.I.U) et 2,5 % déclarent avoir déjà effectué une F.C sur le thème de la neurologie. Nous pouvons apporter un éclairage

supplémentaire en rappelant que dans 28 % des cas les professionnels choisissent une formation lorsqu'elle est en lien avec les besoins de leur patientèle.

De plus, 53,7 % considèrent que les F.C qu'ils effectuent sont « parfois » conventionnées contre 17,9 % qui affirment qu'elles ne le sont jamais. Enfin, 73,1 % des professionnels ayant au moins effectué une F.C estiment qu'elle répondait à leur attente.

4. 2. 3. Les facteurs limitant de la F.C

62,3 % des personnes interrogées considèrent respectivement, que le manque de temps (40,3 %) et le coût (22 %) jugés trop important des formations, sont les 2 entraves principales à la F.C (figure 5 et 6).

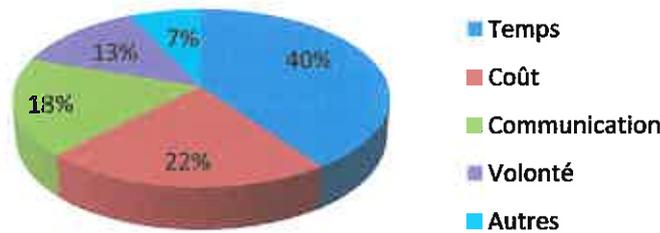


Figure 5 : répartition des facteurs limitant de la formation continue

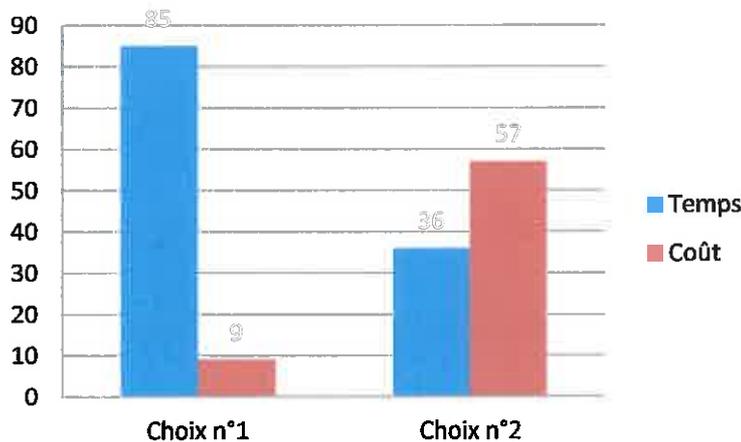


Figure 6 : les principaux facteurs limitant par critère de choix

4. 2. 4. La connaissance des dispositifs

Une large majorité (83,3 %) des professionnels Lorrains interrogés, affirment connaître le dispositif du F.I.F.P.L. En revanche, seulement 22,6 % des praticiens connaissent l'O.G.D.P.C et 41,1 % d'entre eux (soit la part la plus représentative) déclarent avoir été informés de la création et de l'existence de ce nouvel organisme par le biais de leur syndicat. Après analyse, 17,3 % d'entre eux, nous confirment qu'ils ont créé un compte personnel sur le site www.mondpc.fr et considèrent dans 61,5 % des cas pour l'avoir testé que cet outil ne répond pas à leurs attentes en matière d'ergonomie et de facilité de prise en main.

4. 2. 5. Les obligations des M.K

D'après les résultats de notre enquête 88,6 % des personnes interrogées estiment que la F.C est nécessaire dans leur pratique quotidienne et pensent dans 70,6 % des cas que cette dernière est obligatoire. Cependant, 56,6 % des professionnels interrogés ne connaissent pas les sanctions qui peuvent être appliquées et selon 29,3 % d'entre eux, il n'existe aucune condamnation en cas de manquement à cette obligation.

4. 2. 6. Les remarques

Seize des personnes interrogées font des remarques. Nous les regroupons afin d'en faire la synthèse :

- 7 M.K soit 29,1 % considèrent que les lieux d'organisation des formations sont trop éloignés de leur cabinet
- 3 M.K (12,5 %) estiment que les démarches pour pouvoir obtenir un remboursement sont trop compliquées
- 3 M.K (12,5 %) ne souhaitent pas que la F.C soit rendue obligatoire
- 2 M.K (8,3 %) affirment qu'en vieillissant la F.C ne devient plus une priorité
- 2 M.K (8,3 %) disent que le prix des formations est dissuasif
- 2 M.K (8,3 %) considèrent que les formations ne sont pas toujours sérieuses
- 2 M.K (8,3 %) estiment que l'autoformation est suffisante
- 1 M.K (4,1 %) pense qu'on leur en demande trop

- 1 M.K (4,1 %) affirme que les formations proposées ne répondent jamais à leurs attentes
- 1 M.K (4,1 %) considère qu'il y a trop de sollicitations commerciales de la part des organismes de formations à l'encontre des professionnels.

5. DISCUSSION

5. 1. L'échantillon

L'échantillonnage de notre enquête s'inspire du protocole expérimental mis en place dans le cadre d'un mémoire réalisé en 2013 [31] et repose sur des choix personnels. Cependant, un objectif principal guide notre démarche :

- Sélectionner un échantillonnage représentatif d'un point de vue quantitatif et qualitatif.

C'est la raison pour laquelle nous choisissons de retenir 10 % de la population totale des M.K libéraux en Lorraine, tout en intégrant à cette sélection la répartition hommes/femmes caractéristique de notre région d'étude. Lorsque nous comparons nos données à celles qui ont été établies à l'échelle nationale par la D.R.E.S.S, nous pouvons considérer que notre échantillon est représentatif en plusieurs points :

- La moyenne d'âge de notre échantillon est de 41,2 ans. D'après le document publié par la D.R.E.E.S, cette même moyenne de la population totale des M.K (libéraux et salariés) en France est de 42,4 ans et celle dans les secteurs d'activités : cabinet individuel et cabinet de groupe qui nous concerne plus spécifiquement est de 41,2 ans.
- Notre échantillon se compose de 43,3 % de femmes pour 56,6 % d'hommes. Si nous nous référons à ce même document, la répartition donnée pour la région Lorraine est de 43,7 % de femmes pour 56,3 % d'hommes.
- Les résultats de notre enquête font apparaître que la répartition des professionnels exerçant en milieu rural et urbain est homogène et ne représente donc pas un déséquilibre qui pourrait venir biaiser nos interprétations.

5. 2. L'enquête

Nous retenons comme mode opératoire l'enquête téléphonique. Notre stratégie s'appuie sur plusieurs retours d'expérience et enquêtes similaires menées au cours des dernières années. Le bilan fait apparaître que les meilleurs taux de retour sont obtenus en ayant recours à ce type de méthodologie. De plus, le taux de réponse de 94,9 % que nous relevons à l'issue de notre interrogatoire, vient conforter ce choix. Malgré une durée moyenne de sondage dépassant les 5 minutes, les professionnels interrogés répondent de manière spontanée et ne manifestent que très rarement des signes d'impatience ou d'agacement. Ce constat, nous permet d'avancer, que majoritairement les M.K libéraux manifestent un intérêt pour la F.C et sont parfaitement conscients des enjeux qu'elle représente pour leur profession.

Cependant, nous ne pouvons ignorer les inconvénients et les biais que peut représenter ce type de mode opératoire. En dépit des tests préalables de compréhension du questionnaire, certaines questions font l'objet d'une demande de précisions de la part des personnes interrogées :

- Pour la question 17 : Certains professionnels demandent parfois ce que nous entendons par « formations conventionnées ». Nous clarifions les choses en cherchant à connaître si ces dernières étaient certifiées par un organisme.
- Pour la question 14 : Certains M.K nous font part du fait qu'il est difficile de donner une moyenne annuelle du temps consacrée à la F.C car cette dernière peut varier d'une formation à l'autre et principalement dans le cas des formations de longue durée de type D.I.U ou d'ostéopathie.

Enfin, le choix des questions fermées peut orienter et influencer les réponses des M.K interrogés. Cependant, les réponses formulées étant assez précises, peu de professionnels ne retrouvent pas dans le choix proposé les items représentatifs de leurs opinions.

5. 3. Les limites de cette étude

La principale critique pouvant être adressée à ce travail réside dans le fait que le rapport de départ nous permettant de construire notre hypothèse repose sur des données institutionnelles transmises par les organismes de F.C en place à cette époque. Ce dernier dresse un état des lieux pour l'année 2010, il ne s'appuie pas, comme il en est question pour cette étude sur une enquête de terrain et ne tient pas compte des formations effectuées sur l'ensemble de la carrière d'un M.K. De plus, certaines questions, 11 et 14 principalement, mériteraient d'être mieux détaillées pour permettre une analyse qualitative plus précise.

5. 4. Les résultats

5. 4. 1. L'analyse qualitative des résultats

Plusieurs points retiennent notre attention et permettent d'apporter une réponse à nos questions de départ :

- Le rapport qui nous sert de référence publié en 2012, met en évidence que 19,3 % des M.K libéraux en France pour l'année 2010 ont suivi une F.C dans le cadre des dispositifs du F.I.F.P.L ou de F.C.C. Cependant à l'issue de l'enquête que nous menons en Lorraine, nous constatons que 37,9 % des praticiens interrogés déclarent suivre au moins un programme de F.C tous les ans (un par an pour 27,5 % et plusieurs par an dans 10,3 % des cas). Le taux annuel de F.C des M.K libéraux lorrains est donc supérieur au taux national pour l'année 2010. Cependant l'interprétation de cette différence doit être réalisée avec précaution, car elle peut s'expliquer par le fait que l'auteur de l'étude de 2012 s'appuie sur des données chiffrées transmises par les organismes gestionnaires des dispositifs de F.C. Ce rapport ne relève pas d'une enquête de terrain et ne tient pas compte de la part des professionnels, n'ayant pas systématiquement recours à une prise en charge financière lorsqu'ils suivent des formations. De plus, à l'échelle d'une carrière, moins de 4 % des professionnels déclarent ne jamais avoir suivi de F.C. En effet, selon nos résultats, 96.6 % de praticiens affirment avoir effectué au moins une formation. En revanche, nous ne sommes pas en mesure de généraliser et d'étendre ce constat à l'échelle des M.K. libéraux en France. Une enquête nationale permettrait de

mieux évaluer cette part. Pourtant, nous ne pouvons pas non plus considérer que les professionnels se forment régulièrement et répondent majoritairement à une obligation annuelle ou pluriannuelle de F.C.

- La méconnaissance générale du nouveau dispositif de D.P.C : même si 70,6 % des personnes interrogées affirment que la F.C fait partie des obligations légales du M.K une majorité d'entre eux (86 %) ignore les sanctions ou pense qu'il n'en existe pas en cas de manquement à ce principe. Nous pouvons également souligner qu'une faible minorité (22,6 %) connaît l'existence de l'O.G.D.P.C et rappeler que 17,3 % d'entre eux ont déjà créé un compte personnel sur le site www.mon.dpc.fr. Cette situation est compréhensible car ce dispositif n'est en place que depuis le 1^{er} janvier 2013. Nous pouvons donc avancer qu'à l'échelle de la Lorraine les professionnels ne se sont pas encore informés de l'existence de ce nouvel outil censé favoriser le développement et l'accès à la F.C.

- La fréquence des formations est meilleure chez les jeunes M.K : en nous appuyant sur les résultats du test de Fischer ($p= 0.00065$), nous constatons que les jeunes diplômés se forment plus régulièrement que les professionnels diplômés depuis plus de 10 ans. Le constat est identique lorsque nous croisons les formations effectuées en fonction du nombre d'années d'exercice professionnel ($p < 0,001$) (Annexe V). Nous pouvons donc considérer que plus ils vieillissent, moins les praticiens se forment.

5. 4. 2. La communication

La méconnaissance du dispositif de D.P.C s'explique comme nous avons pu l'évoquer en partie par un manque de communication ciblée auprès des professionnels. Cependant, nous devons rappeler que nul n'est censé ignorer la loi (article 1^{er} alinéa 3 du code civil dans sa rédaction de 1804). Nous assistons donc à une situation où de nombreux acteurs «non institutionnels» cherchent à relayer cette information : syndicats, organisme de formation, articles dans la presse spécialisée, etc....

De plus, à la suite des entretiens téléphoniques que nous avons pu obtenir avec le service communication de l'O.G.D.P.C, nous avons été informés que le premier volet du

déploiement de ce dispositif a été, en partie, consacré à l'accréditation des organismes de formation par les différentes commissions. Le second volet portera quant à lui sur la communication auprès des P.S et sera au cœur des grands enjeux de l'année 2014.

5. 4. 3. Le D.P.C en chiffres

D'après les données officielles transmises par L'O.G.D.P.C, 8 587 M.K libéraux avaient créé leur compte au mois d'octobre 2013 et 6 858 professionnels différents s'étaient inscrits à une session de D.P.C en décembre 2013. Nous pouvons noter une augmentation croissante de ce nombre sur la France entière, puisqu'au 05 février 2014, 12 112 M.K avaient ouvert un compte personnel sur www.mondpc.fr. Parmi ces M.K, 6 922 se sont engagés sur un programme de D.P.C, soit 11 % de la population libérale ou mixte des M.K en France.

Le budget global alloué à la F.C des M.K (libéraux et salariés) en 2013 était de 5 830 275 € avec un objectif affiché de 6 105 M.K à former. L'objectif fixé pour 2014 est de 9 321 M.K à former par le biais de ce dispositif. En revanche, le montant du budget 2014 n'est pas encore connu et sera communiqué ultérieurement. Sur la Lorraine nous dénombrons 218 M.K engagés sur un programme de D.P.C commencé en 2013. Ce chiffre représente 13,8 % de la population des M.K libéraux et mixte si nous nous référons aux données publiées par la D.R.E.S.S. Nous pouvons donc considérer que la Lorraine est légèrement au dessus de la moyenne nationale (11 %). De plus, 626 sessions de programmes de D.P.C ont été organisées en 2013 à l'attention des M.K pour 7 555 inscriptions (soit 1,09 programmes de D.P.C suivi par M.K). Enfin, 636 organismes de D.P.C (dont 14 situés en Lorraine) étaient habilités à proposer des programmes aux M.K en 2013. Parmi eux, seuls 53 (dont 0 situé en Lorraine) ont organisé des sessions en 2013.

Cependant, ces données doivent être analysées avec précaution. Elles ne sont le reflet que d'un instant précis et évoluent en permanence. Elles ne constituent en aucun cas un bilan précis inscrit au rapport d'activités de l'O.G.D.P.C pour l'année 2013.

5. 4. 4. Le lien avec la formation initiale

Dense et courte, la formation initiale actuelle en 3 ans préparant à la profession de M.K ne prépare qu'imparfaitement à la pratique professionnelle [32]. L'importance de la formation professionnelle continue est soulignée par tous et mentionnée dès les études initiales. Elle vient nourrir et enrichir les connaissances médicales et paramédicales du professionnel de son entrée à la fin de sa carrière.

Cette réforme s'inscrit totalement dans la logique de parcours de formation tout au long de la vie et doit être accueillie par les M.K non pas comme un sujet de discorde mais comme un lien intergénérationnel qui permettra de favoriser la défense des intérêts de leur profession.

5. 5. Questionnement

L'analyse de la mise en œuvre de la F.C à travers le nouveau dispositif de D.P.C nous a confrontés à de nombreuses questions. Certaines d'entre elles ont pu trouver une explication, d'autres, en revanche restent actuellement sans réponse. Nous avons décidé d'en détailler une liste non exhaustive :

- Comment est-il possible, financièrement, de proposer un programme de D.P.C à un peu moins de 62 000 M.K libéraux avec un budget fixe de 5 830 275 € (montant 2013) et sur quels critères ce même budget sera-t-il revalorisé pour les prochaines années ?
- Les organismes de formation agréés par l'O.G.D.P.C ont-ils également les moyens matériels et humains (en matière de formateurs, de locaux,...) de répondre à toutes les demandes si l'ensemble des M.K libéraux répondent dans un avenir proche à leur obligation légale ?
- Quelle place l'autoformation, le e-learning, le Massive Open Online Courses (M.O.O.C.S) et le tutorat vont-ils occuper au sein de ce nouveau dispositif qui semble vouloir favoriser à terme ce type de démarches interactives ?
- Un abonnement à une revue spécialisée pourra-t-il faire partie d'une étape d'un programme de D.P.C ?

- Des partenariats avec des universités seront-ils développés pour permettre aux professionnels de s'inscrire et de suivre des formations de longue durée pour se spécialiser ?
- Les M.K spécialistes siégeant au sein de la C.S.H.C.P.P, chargés de représenter les intérêts de la profession de M.K tout en s'appuyant sur une mise en application des recommandations de la H.A.S, seront-ils suffisamment nombreux en matière d'effectifs pour mener à bien cette mission ?
- Nous savons également que désormais ce sont les organismes et non plus les formations (contrairement à l'ancien dispositif de F.C.C) qui sont certifiés par l'O.G.D.P.C : Comment seront renouvelées les accréditations et pour quelle durée ?
- Les différentes instances des Conseils de l'Ordre qui sont désormais chargées d'assurer le contrôle des professionnels libéraux mais également salariés, ont-elles les moyens humains d'assurer cette nouvelle mission ?

Nous n'en sommes encore qu'à la phase de mise en place et ces nombreux points devraient être rapidement levés afin de pérenniser le dispositif et en faciliter ainsi l'appropriation par les M.K libéraux.

6. CONCLUSION

Ce travail est le fruit d'une réflexion engagée depuis plusieurs mois et qui, à travers nos échanges et nos lectures nous a confrontés à de nombreuses interrogations. Nos démarches nous ont également mis face à la complexité et face aux difficultés de compréhension des dispositifs réglementaires de F.C actuels. Nous pensons qu'il faut laisser un minimum de temps avant que l'ensemble des acteurs de la profession de M.K puisse s'adapter et se mettre en conformité avec ce nouveau dispositif.

L'article 59 de la loi de juillet 2009 instaure le principe selon lequel le D.P.C a pour objectif l'E.P.P, le perfectionnement des connaissances, l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins, ainsi que la prise en compte des priorités de santé publique et de la maîtrise médicalisée des soins. Cet article a donc créé une nouvelle obligation individuelle.

Le D.P.C constitue désormais une obligation pour les M.K libéraux ou salariés qui doivent y satisfaire dans le cadre d'une démarche individuelle et permanente. De plus, la F.C ne doit pas être vécue comme une démarche obligatoire, car elle permet de développer chez un praticien d'autres aspects tels que : l'amélioration de la confiance en soi, l'ouverture vers de nouvelles perspectives professionnelles à travers des spécialisations, se tenir à l'écoute des nouveautés afin de proposer des techniques ayant un réel niveau de preuves,...

En revanche, le M.K salarié, à la différence du professionnel libéral, est placé sous la responsabilité de son employeur. Ce dernier ne peut pas être mis en cause directement s'il ne satisfait pas à son obligation annuelle de D.P.C. De plus, le plan de F.C d'un M.K salarié [33] reste à la charge de son employeur et doit faire l'objet d'un plan de formation interne qui concerne l'ensemble du personnel. Certains établissements, à ce sujet, ont déjà déposé des dossiers auprès de l'O.G.D.P.C afin de faire agréer leur formation interne.

Mise en place du D.P.C, réingénierie de la formation initiale, accès à la recherche, ces évolutions majeures doivent permettre à la profession de M.K de sortir de l'empirisme, d'asseoir sa légitimité auprès des autorités de tutelles tout en améliorant la prise en charge des malades et la santé publique en général.

Cependant, une enquête nationale menée à l'issue des deux prochaines années permettrait d'établir un état des lieux précis de la F.C pour la profession de M.K et d'évaluer le bénéfice du D.P.C pour les libéraux. Nous soulignerons enfin, l'importance de rappeler cette obligation légale auprès des étudiants lors de leur formation initiale.

BIBLIOGRAPHIE

[1] **REPUBLIQUE FRANÇAISE** – Code du travail – Loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi – Article L6111 – Modifié par Loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 – art. 24.

[2] **ORDRE DES MASSEURS-KINESITHÉRAPEUTES** – Démographie des masseurs-kinésithérapeutes en France par région – Partie III Hommes/Femmes – Répartition par statut – 1^{ère} édition, février 2011 – p.45.

[3] **RÉPUBLIQUE FRANÇAISE** – Code de la santé publique – Loi n° 2004-806 du 9 août 2004, Article L4382 – Chapitre II : formation continue – art. 99 J.O.R.F, 11 août 2004.

[4] **MIZERA D.** – Formation Continue en Kinésithérapie Libérale : état des lieux – 2012 – 34 pages.

[5] **SICART D.** – Document de travail : Les professions de santé au 1^{er} janvier 2013 – Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des statistiques (D.R.E.S.S) – n° 183 Août 2013 – p.44-49 – ISSN : 1621-4358.

[6] **RÉPUBLIQUE FRANÇAISE** – Décret n° 2008-1135 du 3 novembre 2008 portant sur le code de déontologie des masseurs-kinésithérapeutes – Article R.4321-62 du code de la santé publique publié au Journal Officiel de la République Française (J.O.R.F) n° 0258 du 5 novembre 2008 – page 16 883, texte n° 34.

[7] **RÉPUBLIQUE FRANÇAISE** – Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique – Article L4382-1 du code de la santé publique publié au J.O.R.F du 11 août 2004 art. 99.

[8] **RÉPUBLIQUE FRANÇAISE** – Loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie parue au J.O.R.F n° 0273 du 25 novembre 2009 – page 20 206, texte n° 2.

[9] **RÉPUBLIQUE FRANÇAISE** – Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires – Article 59 publié au J.O.R.F n° 0167 du 22 juillet 2009 – page 12 184, texte n°1.

[10] **RÉPUBLIQUE FRANÇAISE** – Décret n° 2011-2114 du 30 décembre 2011 relatif au développement professionnel continu des professionnels de santé paramédicaux publié au J.O.R.F n° 0001 du 1 janvier 2012 – page 29, texte n°16.

[11] **RÉPUBLIQUE FRANÇAISE** – Arrêté du 26 février 2013 fixant la liste des orientations nationales du développement professionnel continu des professionnels de santé pour l'année 2013 publié au J.O.R.F n°0052 du 2 mars 2013 – page 3 899, texte n°8.

[12] **FÉDÉRATION NATIONALE DES ÉTUDIANTS EN KINÉSITHÉRAPIE** – Guide de la Formation Continue – Édition 2011 – 168 pages – p.10.

[13] **HAUTE AUTORITÉ DE SANTÉ** – Développement Professionnel Continu – Méthodes et modalités de D.P.C – Service évaluation et amélioration des pratiques – Décembre 2012.

[14] **RÉPUBLIQUE FRANÇAISE** – Décret n° 2011-2113 du 30 décembre 2011 relatif à l'organisme gestionnaire du Développement Professionnel Continu (D.P.C) publié au J.O.R.F n°0001 du 1 janvier 2012 – page 24, texte n°15.

[15] **RÉPUBLIQUE FRANÇAISE** – Arrêté du 29 octobre 2012 portant nomination à la Commission Scientifique du Haut Conseil des Professions Paramédicales publié au J.O.R.F n° 0260 du 8 novembre 2012 – page 17 503, texte n°44.

[16] **CHAZALETTE L.** – Haute Autorité de Santé – D.P.C et pratiques n°spécial juillet 2013 – Point de vue... D.P.C et amélioration de la qualité et de la sécurité des soins – 8 pages – p.6-7.

[17] **RÉPUBLIQUE FRANÇAISE** - Arrêté du 25 juillet 2013 relatif au modèle d'attestation délivrée par un organisme de développement professionnel continu à un professionnel de santé justifiant de sa participation à un programme de développement professionnel continu publié au J.O.R.F n° 0179 du 3 août 2013 – page 13 261, texte n° 7, Art 1,2 et 3.

[18] **HAUTE AUTORITÉ DE SANTÉ** – Les acteurs du D.P.C – http://www.has-sante.fr/portail/jcms/c_1288567/quels-sont-les-acteurs-du-dpc (page consultée le 13/10/13).

[19] **RÉPUBLIQUE FRANÇAISE** – Arrêté du 19 avril 2012 portant approbation de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Organisme gestionnaire du développement professionnel continu » publié JORF n° 0102 du 29 avril 2012 – page 7 659, texte n° 14.

[20] **RÉPUBLIQUE FRANÇAISE** – Article L.143162 du code de la santé publique, créé par la Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 – art. 118 et modifiée par la loi n° 2011-940 du 10 août 2011– art. 21.

[21] **ORGANISME DE GESTION DU DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL CONTINU** – Lexique – Type de programme de D.P.C :
https://www.ogdpc.fr/public/medias/ogdpc/pdf/Rubrique_FAQ/mots_lexique/types_programmesDPC.jpg (page consultée le 18/10/13).

[22] **RÉPUBLIQUE FRANÇAISE** – Arrêté du 27 mai 1998 relatif à la mise en place d'un nouveau traitement automatisé de gestion des listes départementales des professions réglementées par le code de la santé publique, de la famille et de l'aide social publié J.O.R.F n° 163 du 17 juillet 1998, page 10 977.

[23] **ORGANISME DE GESTION DU DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL CONTINU** – Forfaits 2014 :
http://www.mondpc.fr/public/medias/ogdpc/pdf/Forfaits/FORFAITS_DPC_MK_2014.pdf
(page consultée le 25/03/14).

[24] **FOND INTERPROFESSIONNEL DE FORMATION DES PROFESSIONNELS LIBÉRAUX** – Qu'est ce que le F.I.F.P.L :
<http://www.fifpl.fr/index.php?page=presentation> (page consultée le 03/11/13)

[25] **FOND INTERPROFESSIONNEL DE FORMATION DES PROFESSIONNELS LIBÉRAUX** – Critères de prise en charge 2014 pour les masseurs-kinésithérapeutes rééducateurs – 8690 E :
<http://www.fifpl.fr/index.php?page=critere> (page consultée le 24/03/14)

[26] **SERVICE-PUBLIC.FR** – Professionnels – Ressources humaines – Contribution à la formation professionnelle des travailleurs indépendants :
<http://vosdroits.service-public.fr/professionnels-entreprises/F23459.xhtml#N100AC> (page consultée le 26/03/14).

[27] **SERVICE-PUBLIC.FR** – Professionnels – Ressources humaines – Crédit d'impôt pour la formation des dirigeants d'entreprise :
<http://vosdroits.service-public.fr/professionnels-entreprises/F23460.xhtml> (page consultée le 26/03/14).

[28] **HAUTE AUTORITÉ DE SANTÉ** – Le D.P.C des Kinésithérapeutes – Un Entretien...avec F. GATTO : L'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes s'implique dans le D.P.C – n° 70 décembre 2012 – 14 pages – p.3.

[29] **GOUILLY P.** – Le développement continu en ordre de marche – Le contrôle – Kinésithérapie la revue – 2012, n° 123 – p.6-16.

[30] **GRAWITZ M.** – Méthode des sciences sociales 9^e édition Dalloz 1993 – Le questionnaire – 841 pages – p.595-631 – ISBN 2-247-01558-1.

[31] **ANCEL L.** – Mémoire sur l'état des lieux de la transmission des données du patient entre masseurs-kinésithérapeutes salariés et libéraux – Chapitre 3 : L'échantillon – 2013 – 30 pages – p.5-6 – I.F.M.K de Nancy.

[32] **MATHARAN J., MICHEAU J., RIGAL E.** – Le métier de masseur-kinésithérapeute, rapport d'étude – Observatoire National des Profession de Santé (O.N.P.S), septembre 2009 – La formation initiale – 139 pages – p.44.

[33] **HAUTE AUTORITÉ DE SANTÉ** – Fiche technique méthode – La formation professionnelle continue des professionnels de santé paramédicaux – Document de travail du 31 janvier 2013.

ANNEXES

ANNEXE I :

Historiques et principes de fonctionnement du D.P.C

ANNEXE II :

Le questionnaire

ANNEXE III :

Clef de répartition et échantillon

ANNEXE IV :

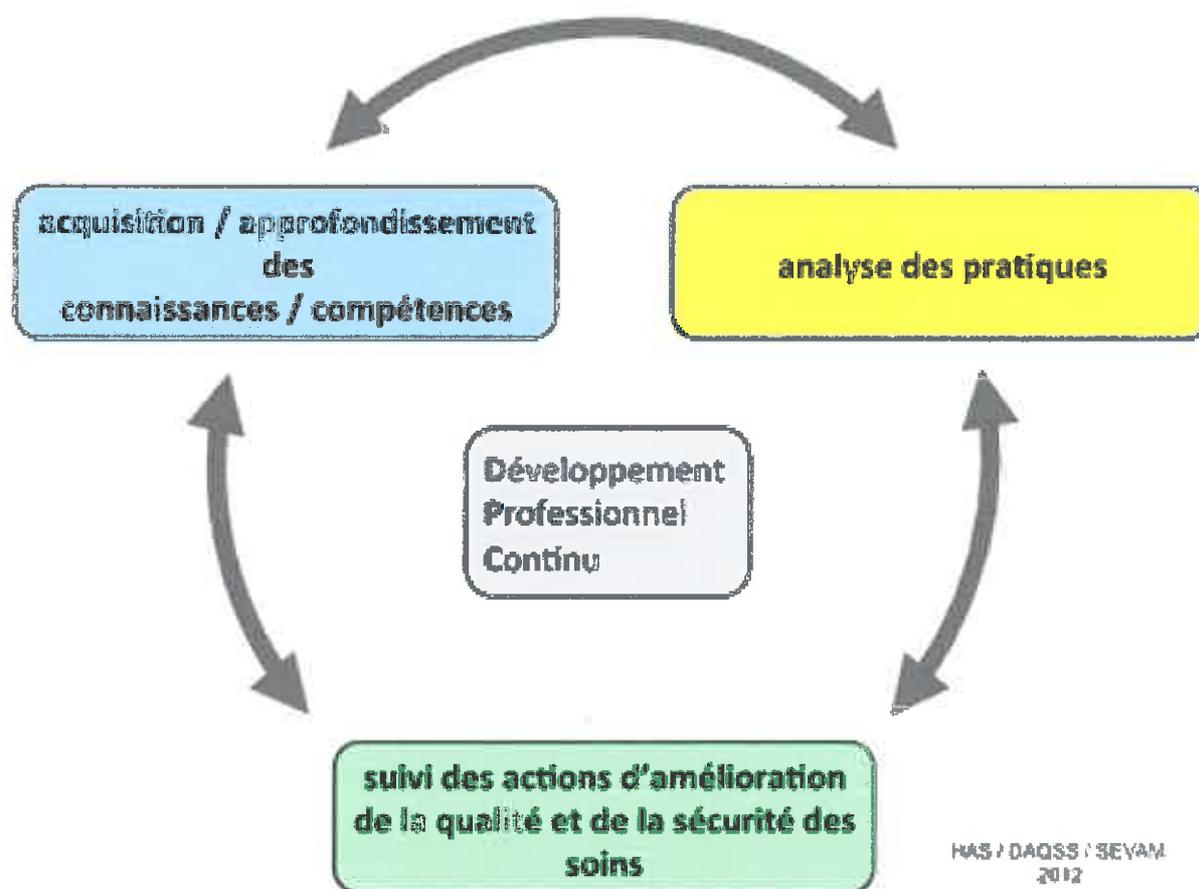
Présentation des résultats

ANNEXE V :

Tests du Khi-deux

ANNEXE I : Historique et principes de fonctionnement du D.P.C

1. Schéma du principe de fonctionnement



Sources : http://www.has-sante.fr/portail/jcms/c_1288606/fr/dpc-mode-d-emploi

ANNEXE II : Le questionnaire

Présentation type :

Bonjour, je me présente, Grégory KECH étudiant en troisième année de kinésithérapie à l'IFMK de Nancy. Je réalise un mémoire en vue de l'obtention du diplôme d'état et dans cette optique je souhaite vous soumettre à un rapide questionnaire téléphonique. Ce questionnaire porte sur la formation continue des Masseur-Kinésithérapeutes libéraux de Lorraine et restera parfaitement anonyme.

Pouvez-vous me consacrer quelques minutes afin de répondre à ce questionnaire, ou souhaitez-vous planifier un entretien téléphonique ultérieurement ?

Généralités :

1. Âge :

.... ans

2. Sexe :

Homme

Femme

3. Année d'obtention du diplôme d'état :

.....

4. Quel est votre IFMK d'origine ?

Nancy

Autre, précisez :

.....

5. Depuis combien de temps, exercez-vous en tant que MK libéral ?

.... an(s)

6. Exercez-vous seul ?

Oui

Non

Si non, nombre de kinésithérapeute(s) au sein du cabinet :

1 à 2

2 à 3

3 à 4

- 4 à 5
- Plus de 5

7. Où se trouve votre cabinet ?

- En milieu rural
- En milieu urbain
- Les deux

8. Avez-vous déjà exercé en tant que MK salarié ?

- Oui
- Non

9. Quel type de pathologies prédomine au sein de votre patientèle ? (Classer de 1 à 3 les pathologies les plus souvent rencontrées)

- Rhumatologiques
- Traumatologiques
- Neurologiques
- Respiratoires
- Cardiologiques
- Autres, précisez :

.....

10. Accueillez-vous des étudiants d'IFMK au sein de votre cabinet ?

- Oui
- Non

La formation continue

11. Combien de formation(s) professionnelle(s) continue(s) avez-vous suivi depuis votre installation en libéral ?

Au total :

Précisez, la fréquence :

- Plusieurs par an
- 1 par an
- 1 tous les 2 ans
- 1 tous les 5 ans

Si la réponse à cette question est « aucune », les questions 14 à 20 ne les concernent pas.

12. Si la réponse est « aucune », quelles sont les raisons pour lesquelles vous ne suivez pas de formation (Classer vos réponses par ordre d'importance de 1 à 3) ?

- Manque de temps
- Indemnités insuffisantes
- Lieu des formations trop éloigné du cabinet
- Manque de flexibilité horaire
- Autres, précisez :

.....

.....

.....

13. Si vous n'avez jamais suivi de formation continue, quel serait votre critère principal pour choisir une formation (Une seule réponse possible) ?

- Le thème
- Le coût
- La proximité géographique par rapport à votre cabinet
- Le lien avec les besoins de votre patientèle
- Volume horaire
- Autres, précisez :

.....

.....

.....

14. En vous basant sur les 5 dernières années, quelle durée consacrez-vous à la formation professionnelle continue par an ? (*Interprétation : État des lieux*)

- De 0 à 23 heures
- De 1 à 3 jours
- De 3 à 7 jours
- De 7 à 15 jours
- Plus de 15 jours

15. Parmi cette liste thématique quel type de formation avez-vous déjà suivi ? (*Interprétation : les thèmes de formation sont-ils en lien avec la patientèle ?*)

- Thérapie manuelle
- DLM
- Ostéopathie
- Kinésithérapie du sport
- Dos (Sohier, Mezière, Mac Kenzie...)
- Kinésithérapie uro-gynécologique
- Neurologie
- Respiratoire
- Mobilisation des tissus mous (fasciathérapie)
- Massage
- Autres, précisez : (*type Diplôme Universitaire*)

.....

.....

.....

16. Cette ou ces formations répondaient-elles à vos attentes ?

- Toujours
- Parfois
- Jamais

17. Cette ou ces formations étaient-elles conventionnées ?

- Toujours
- Parfois
- Jamais

18. Quels sont vos critères pour choisir une formation (Classer de 1 à 3 vos critères) ?

- Le thème
- Le coût
- Proximité géographique par rapport à votre cabinet
- Le lien avec les besoins de votre patientèle
- Volume horaire
- Autres, précisez :

.....

19. Connaissez-vous l'OGDPC (Organisme de Gestion du Développement Professionnel Continu) ?

- Oui
- Non

Si la réponse à cette question est non, la question 20 ne les concerne pas.

Si oui, comment avez-vous eu connaissance de cet organisme (une seule réponse possible) ?

- Par l'intermédiaire de mon syndicat
- Par l'ordre de mon département
- Lors d'un congrès ou salon professionnel
- Lors de ma formation initiale
- Par l'URPS (Union Régional des Professionnels de Santé)
- Par un courrier qui m'a été adressé
- En effectuant des recherches sur internet
- Par un article dans la presse spécialisée
- Autres, précisez :

.....

20. Avez-vous créé votre compte sur le site www.mondpc.fr ?

- Oui
- Non

Si oui, le site répond-il à vos attentes ?

- Oui
- Non

21. Connaissez-vous le F.I.F.P.L (Fond Interprofessionnel de Formation des Professionnels Libéraux) ?

- Oui
- Non

22. L'état des lieux sur la formation continue publié en janvier 2012 par D. MIZERA fait état que moins 20% des MK libéraux se forment en France, quelles sont selon vous, les raisons qui peuvent expliquer cette situation (2 réponses possibles) ?

- Manque de communication
- Outils mal adaptés (démarches d'inscription trop compliquées,...)
- Réglementation trop contraignante
- Pas assez de temps à y consacrer
- Indemnités insuffisantes au regard du coût des formations
- Formation inadaptée
- Manque de volonté

23. Selon vous, la formation professionnelle continue est-elle nécessaire dans la pratique quotidienne de votre profession ?

- Oui
- Non
- Sans opinion

24. Selon vous, fait-elle partie des obligations légales du masseur-kinésithérapeute libéral ?

- Oui
- Non
- Sans opinion

25. Selon vous, existe-t-il des sanctions en cas de manquement à cette obligation ?

- Oui
- Non
- Ne sait pas

26. Avez-vous des remarques supplémentaires au sujet de la formation continue ?

- Oui
- Non

Si oui, lesquelles :

.....
.....
.....

Merci de votre participation

ANNEXE III : Clef de répartition et échantillon

| Département | Nombre de libéraux | % | Nombre de femmes | % de femmes | Nombre d'hommes | % d'hommes |
|-----------------|--------------------|---------|------------------|-------------|-----------------|------------|
| Meurthe&Moselle | 544 | 34,39% | 236 | 43,40% | 308 | 56,60% |
| Meuse | 99 | 6,26% | 41 | 41,40% | 58 | 58,60% |
| Moselle | 699 | 44,18% | 304 | 43,60% | 395 | 56,40% |
| Vosges | 240 | 15,17% | 110 | 45,80% | 130 | 54,20% |
| Total Lorraine | 1582 | 100,00% | 691 | 43,70% | 891 | 56,30% |

| Département | Nombre de libéraux | Nombre de femmes | % de femmes | Nombre d'hommes | % d'hommes |
|-------------------|--------------------|------------------|-------------|-----------------|------------|
| Meurthe & Moselle | 54 | 23 | 33,82% | 31 | 34,44% |
| Meuse | 10 | 4 | 5,88% | 6 | 6,67% |
| Moselle | 70 | 30 | 44,12% | 40 | 44,44% |
| Vosges | 24 | 11 | 16,18% | 13 | 14,44% |
| Total Lorraine | 158 | 68 | 100,00% | 90 | 100,00% |

| Sujet | Département | Téléphone | lundi | mardi | mercredi | jeudi | vendredi | samedi | Réponse |
|-------|-------------|--------------|-------|-------|----------|-------|----------|--------|---------------------------------|
| 1 | 88 | 03 29 50 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 2 | 88 | 03 29 56 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 3 | 88 | 03 29 66 ... | non | non | oui | - | - | - | oui |
| 4 | 88 | 03 29 22 ... | non | non | oui | - | - | - | oui |
| 5 | 88 | 03 29 55 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 6 | 88 | 03 29 39 ... | non | oui | non | non | - | non | oui |
| 7 | 88 | 03 29 08 ... | - | - | non | non | oui | - | oui |
| 8 | 88 | 03 29 39 ... | non | non | non | non | - | oui | oui |
| 9 | 88 | 03 29 51 ... | - | - | - | non | oui | - | oui |
| 10 | 88 | 03 29 25 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 11 | 88 | 03 29 31 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 12 | 88 | 03 29 09 ... | non | oui | - | - | - | - | oui |
| 13 | 88 | 03 29 32 ... | non | non | non | non | oui | - | oui |
| 14 | 88 | 03 29 08 ... | non | non | non | non | oui | - | oui |
| 15 | 88 | 03 29 36 ... | non | non | non | non | non | non | <u>ne souhaite pas répondre</u> |
| 16 | 88 | 03 29 38 ... | non | non | oui | - | - | - | oui |
| 17 | 88 | 03 29 60 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 18 | 88 | 03 29 63 ... | non | non | oui | - | - | - | oui |
| 19 | 88 | 03 29 50 ... | non | non | oui | - | - | - | oui |
| 20 | 88 | 03 29 82 ... | non | non | non | non | oui | - | oui |
| 21 | 88 | 03 29 57 ... | non | non | non | non | oui | - | oui |
| 22 | 88 | 03 29 37 ... | non | non | oui | - | - | - | oui |
| 23 | 88 | 03 29 30 ... | non | non | non | non | oui | - | oui |
| 24 | 88 | 03 29 61 ... | non | non | non | non | oui | - | oui |
| 25 | 55 | 03 29 80 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 26 | 55 | 03 29 78 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 27 | 55 | 03 29 80 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 28 | 55 | 03 29 92 ... | non | non | non | non | oui | - | oui |
| 29 | 55 | 03 29 89 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 30 | 55 | 03 29 88 ... | - | - | - | non | oui | - | oui |
| 31 | 55 | 03 29 45 ... | - | - | - | non | oui | - | oui |
| 32 | 55 | 03 29 91 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 33 | 55 | 03 29 70 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 34 | 55 | 03 29 91 ... | - | non | non | non | oui | - | oui |
| 35 | 54 | 03 83 97 ... | non | oui | - | - | - | - | oui |
| 36 | 54 | 03 83 41 ... | non | oui | - | - | - | - | oui |
| 37 | 54 | 03 82 25 ... | - | non | non | oui | - | - | oui |
| 38 | 54 | 03 83 72 ... | - | non | oui | - | - | - | oui |
| 39 | 54 | 03 83 75 ... | - | non | oui | - | - | - | oui |
| 40 | 54 | 03 83 38 ... | - | oui | - | - | - | - | oui |
| 41 | 54 | 03 83 33 ... | - | oui | - | - | - | - | oui |
| 42 | 54 | 03 83 81 ... | non | non | non | non | oui | - | oui |
| 43 | 54 | 03 83 41 ... | - | oui | - | - | - | - | oui |

| | | | | | | | | | |
|----|----|--------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-------------------|
| 44 | 54 | 03 83 81 ... | non | non | non | non | oui | - | oui |
| 45 | 54 | 03 83 22 ... | non | oui | - | - | - | - | oui |
| 46 | 54 | 03 83 54 ... | non | oui | - | - | - | - | oui |
| 47 | 54 | 03 83 83 ... | non | oui | - | - | - | - | oui |
| 48 | 54 | 03 83 25 ... | non | non | non | non | oui | - | oui |
| 49 | 54 | 03 83 31 ... | - | non | oui | - | - | - | oui |
| 50 | 54 | 03 83 28 ... | non | non | oui | - | - | - | oui |
| 51 | 54 | 03 82 23 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 52 | 54 | 03 82 39 ... | non | oui | - | - | - | - | oui |
| 53 | 54 | 03 83 56 ... | non | non | oui | - | - | - | oui |
| 54 | 54 | 03 83 30 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 55 | 54 | 03 83 40 ... | - | - | oui | - | - | - | oui |
| 56 | 54 | 03 83 64 ... | non | non | non | non | oui | - | oui |
| 57 | 54 | 03 83 75 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 58 | 54 | 03 83 47 ... | non | non | oui | - | - | - | oui |
| 59 | 54 | 03 83 32 ... | non | non | oui | - | - | - | oui |
| 60 | 54 | 03 83 73 ... | non | non | oui | - | - | - | oui |
| 61 | 54 | 03 82 24 ... | non interrogeable |
| 62 | 54 | 03 83 32 ... | oui | - | non | - | - | - | oui |
| 63 | 54 | 03 82 23 ... | non | non | oui | - | - | - | oui |
| 64 | 54 | 03 83 42 ... | non | non | oui | - | - | - | oui |
| 65 | 54 | 03 83 52 ... | - | - | non | oui | - | - | oui |
| 66 | 54 | 03 83 37 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 67 | 54 | 03 83 53 ... | oui | - | non | non | - | - | oui |
| 68 | 54 | 03 83 26 ... | - | - | non | oui | - | - | oui |
| 69 | 54 | 03 83 24 ... | non | non | oui | - | - | - | oui |
| 70 | 54 | 03 83 43 ... | non | oui | - | - | - | - | oui |
| 71 | 54 | 03 83 21 ... | non | oui | - | - | - | - | oui |
| 72 | 54 | 03 82 22 ... | oui | - | - | - | - | - | oui |
| 73 | 54 | 03 83 55 ... | non interrogeable |
| 74 | 54 | 03 82 23 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 75 | 54 | 03 83 64 ... | - | - | - | oui | - | - | oui |
| 76 | 54 | 03 82 25 ... | oui | - | - | - | non | non | oui |
| 77 | 54 | 03 83 35 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 78 | 54 | 03 82 22 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 79 | 54 | 03 83 25 ... | non | non | non | non | oui | - | oui |
| 80 | 54 | 03 83 24 ... | non | non | oui | - | - | - | oui |
| 81 | 54 | 03 83 31 ... | non | non | oui | - | - | - | oui |
| 82 | 54 | 03 82 20 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 83 | 54 | 03 83 81 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 84 | 54 | 03 83 64 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 85 | 54 | 03 83 56 ... | non | oui | - | - | - | - | oui |
| 86 | 54 | 03 83 51 ... | non | non | oui | - | - | - | oui |
| 87 | 54 | 03 83 74 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 88 | 54 | 03 83 24 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |

| | | | | | | | | | |
|-----|----|--------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|--------------------------|
| 89 | 57 | 03 87 55 ... | non | oui | - | - | - | - | oui |
| 90 | 57 | 03 87 89 ... | oui | - | - | - | - | - | oui |
| 91 | 57 | 03 82 84 ... | oui | - | - | - | - | - | oui |
| 92 | 57 | 03 87 51 ... | oui | - | - | - | - | - | oui |
| 93 | 57 | 03 87 91 ... | non | oui | - | - | - | - | oui |
| 94 | 57 | 03 87 60 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 95 | 57 | 03 87 81 ... | oui | - | - | - | - | - | oui |
| 96 | 57 | 03 87 60 ... | non | oui | - | - | - | - | oui |
| 97 | 57 | 03 87 23 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 98 | 57 | 03 87 95 ... | non | oui | - | - | - | - | oui |
| 99 | 57 | 03 87 38 ... | non interrogeable |
| 100 | 57 | 03 82 53 ... | non | oui | - | - | - | - | oui |
| 101 | 57 | 03 82 51 ... | oui | - | - | - | - | - | oui |
| 102 | 57 | 03 87 74 ... | oui | - | - | - | - | - | oui |
| 103 | 57 | 03 87 90 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 104 | 57 | 03 87 61 ... | non | non | non | non | non | oui | oui |
| 105 | 57 | 03 87 63 ... | non | oui | - | - | - | - | oui |
| 106 | 57 | 03 87 84 ... | non | oui | - | - | - | - | oui |
| 107 | 57 | 03 82 51 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 108 | 57 | 03 87 21 ... | non | non | oui | - | - | - | oui |
| 109 | 57 | 03 87 03 ... | non | oui | - | - | - | - | oui |
| 110 | 57 | 03 82 50 ... | - | - | - | - | - | - | ne souhaite pas répondre |
| 111 | 57 | 03 87 67 ... | non | oui | - | - | - | - | oui |
| 112 | 57 | 03 87 56 ... | non | oui | - | - | - | - | oui |
| 113 | 57 | 03 82 56 ... | non | oui | - | - | - | - | oui |
| 114 | 57 | 03 87 50 ... | non | oui | - | - | - | - | oui |
| 115 | 57 | 03 87 25 ... | non | oui | - | - | - | - | oui |
| 116 | 57 | 03 87 67 ... | non | - | non | non | non | - | non interrogeable |
| 117 | 57 | 03 87 94 ... | oui | - | non | non | non | - | oui |
| 118 | 57 | 03 87 53 ... | non | non | non | - | - | - | oui |
| 119 | 57 | 03 82 57 ... | non | non | oui | - | - | - | oui |
| 120 | 57 | 03 87 92 ... | non | non | non | non | oui | - | oui |
| 121 | 57 | 03 82 88 ... | non | non | oui | - | - | - | oui |
| 122 | 57 | 03 87 67 ... | non | non | non | - | oui | - | oui |
| 123 | 57 | 03 87 87 ... | non | non | non | non | oui | - | oui |
| 124 | 57 | 03 87 64 ... | non | non | non | non | non | oui | oui |
| 125 | 57 | 03 82 50 ... | non | non | oui | - | - | - | oui |
| 126 | 57 | 03 87 98 ... | non | non | oui | - | - | - | oui |
| 127 | 57 | 03 87 66 ... | non | non | oui | - | - | - | oui |
| 128 | 57 | 03 87 91 ... | non | non | oui | - | - | - | oui |
| 129 | 57 | 03 82 83 ... | oui | - | non | non | non | - | oui |
| 130 | 57 | 03 87 30 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 131 | 57 | 03 87 72 ... | non | oui | - | non | - | - | oui |
| 132 | 57 | 03 87 70 ... | oui | - | - | non | non | - | oui |

| | | | | | | | | | |
|-----|----|--------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|---------------------------------|
| 133 | 57 | 03 82 85 ... | non | non | non | non | oui | - | oui |
| 134 | 57 | 03 82 50 ... | - | - | non | oui | - | - | oui |
| 135 | 57 | 03 87 94 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 136 | 57 | 03 87 01 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 137 | 57 | 03 87 09 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 138 | 57 | 03 82 82 ... | non | non | non | oui | - | - | oui |
| 139 | 57 | 03 82 91 ... | non | oui | - | - | - | - | oui |
| 140 | 57 | 03 87 02 ... | non | non | non | non | oui | - | oui |
| 141 | 57 | 03 87 02 ... | non | oui | - | - | - | - | oui |
| 142 | 57 | 03 87 84 ... | non | non | non | non | oui | - | oui |
| 143 | 57 | 03 87 98 ... | non | non | non | non | oui | - | oui |
| 144 | 57 | 03 82 52 ... | non | non | non | non | oui | - | oui |
| 145 | 57 | 03 87 90 ... | non | non | non | non | oui | - | oui |
| 146 | 57 | 03 87 87 ... | oui | - | - | - | - | - | oui |
| 147 | 57 | 03 82 53 ... | oui | - | - | - | - | - | oui |
| 148 | 57 | 03 87 51 ... | oui | - | - | - | - | - | oui |
| 149 | 57 | 03 87 65 ... | non | non | non | non | oui | - | oui |
| 150 | 57 | 03 87 50 ... | non | non | non | non | oui | - | oui |
| 151 | 57 | 03 87 71 ... | non | oui | - | - | - | - | oui |
| 152 | 57 | 03 87 06 ... | non | non | non | non | oui | - | oui |
| 153 | 57 | 03 87 04 ... | oui | - | - | - | - | - | oui |
| 154 | 57 | 03 87 37 ... | non | non | non | non | non | non | <u>ne souhaite pas répondre</u> |
| 155 | 57 | 03 87 01 ... | oui | - | - | - | non | - | oui |
| 156 | 57 | 03 82 58 ... | non | non | non | non | non | non | <u>ne souhaite pas répondre</u> |
| 157 | 57 | 03 82 83 ... | non | non | non | non | oui | - | oui |
| 158 | 57 | 03 87 92 ... | non | non | oui | - | non | non | oui |

ANNEXE IV : Présentation des résultats

- QUESTION 1 :

| | |
|------------|-------|
| Réponse | 150 |
| Moyenne | 41,24 |
| Écart-type | 11,64 |
| Mini | 23 |
| Maxi | 67 |

- QUESTION 2 :

| | Nombre de M.K | Pourcentage |
|-------|---------------|-------------|
| Homme | 85 | 56,67% |
| Femme | 65 | 43,33% |
| Total | 150 | 100% |

- QUESTION 3 :

| Année D.E | Nombre de M.K | Pourcentage |
|-----------|---------------|-------------|
| 2002-2012 | 57 | 38,00% |
| 1992-2001 | 32 | 21,33% |
| 1982-1991 | 37 | 24,67% |
| 1972-1981 | 21 | 14,00% |
| 1962-1971 | 3 | 2,00% |
| Total | 150 | 100% |

- QUESTION 4 :

| I.F.M.K | Nombre de M.K | Pourcentage |
|------------|---------------|-------------|
| Nancy | 77 | 51,33% |
| Strasbourg | 14 | 9,33% |
| Belgique | 35 | 23,33% |
| Paris | 11 | 7,33% |
| Autres | 13 | 8,67% |
| Total | 150 | 100% |

- QUESTION 5 :

| Années en libéral | Nombre de M.K | Pourcentage |
|-------------------|---------------|-------------|
| 0-4 ans | 31 | 20,67% |
| 5-9 ans | 32 | 21,33% |
| 10-14 ans | 14 | 9,33% |
| 15-19 ans | 14 | 9,33% |
| 20-24 ans | 28 | 18,67% |
| 25-29 ans | 11 | 7,33% |
| Plus de 30 ans | 20 | 13,33% |
| Total | 150 | 100% |

- QUESTION 6 :

| | Nombre de M.K | Pourcentage |
|--------------------|---------------|-------------|
| Exerce seul | 57 | 38,00% |
| Exerce à plusieurs | 93 | 62,00% |
| Total | 150 | 100% |

- QUESTION 7 :

| | Nombre de M.K | Pourcentage |
|--------|---------------|-------------|
| Rural | 64 | 42,67% |
| Urbain | 61 | 40,67% |
| Les 2 | 25 | 16,67% |
| Total | 150 | 100% |

- QUESTION 8 :

| Exercice salarial | Nombre de M.K | Pourcentage |
|-------------------|---------------|-------------|
| Oui | 91 | 60,67% |
| Non | 59 | 39,33% |
| Total | 150 | 100% |

- QUESTION 9 :

| Pathologie | Choix n°1 | Choix n°2 | Choix n°3 | Nombre de réponses | Pourcentage |
|-----------------------------|-----------|-----------|-----------|--------------------|-------------|
| Rhumatologie | 117 | 26 | 2 | 145 | 32,22% |
| Traumatologie | 28 | 106 | 7 | 141 | 31,33% |
| Kinésithérapie respiratoire | 1 | 2 | 95 | 98 | 21,78% |
| Neurologie | 3 | 15 | 35 | 53 | 11,78% |
| Cardiologie | 0 | 0 | 1 | 1 | 0,22% |
| Uro-gynécologie | 1 | 1 | 6 | 8 | 1,78% |
| Pédiatrie | 0 | 0 | 1 | 1 | 0,22% |
| Sport | 0 | 0 | 1 | 1 | 0,22% |
| Vestibulaire | 0 | 0 | 2 | 2 | 0,44% |
| Total | 150 | 150 | 150 | 450 | 100% |

- QUESTION 10 :

| Accueil étudiant I.F.M.K | Nombre de M.K | Pourcentage |
|--------------------------|---------------|-------------|
| Oui | 31 | 20,67% |
| Non | 119 | 79,33% |
| Total | 150 | 100% |

- QUESTION 11 :

| Nombre de formation | Nombre de M.K | Pourcentage |
|---------------------|---------------|-------------|
| 0 | 5 | 3,33% |
| 1 à 3 | 55 | 36,67% |
| 4 à 6 | 40 | 26,67% |
| 7 à 9 | 22 | 14,67% |
| Plus de 10 | 28 | 18,67% |
| Total | 150 | 100% |

| Fréquence | Nombre de M.K | Pourcentage |
|------------------|---------------|-------------|
| Plusieurs par an | 15 | 10,34% |
| 1 par an | 40 | 27,59% |
| 1 tous les 2 ans | 31 | 21,38% |
| 1 tous les 5 ans | 59 | 40,69% |
| Total | 145 | 100% |

- QUESTION 12 :

| Critère | Choix n°1 | Choix n°2 | Choix n°3 | Nombre de M.K | Pourcentage |
|-----------------|-----------|-----------|-----------|---------------|-------------|
| Thème | 3 | 2 | 0 | 5 | 33,33% |
| Coût | 0 | 2 | 3 | 5 | 33,33% |
| Proximité | 2 | 1 | 2 | 5 | 33,33% |
| Lien patientèle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,00% |
| Horaire | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,00% |
| Autre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,00% |
| Total | 5 | 5 | 5 | 15 | 100% |

- QUESTION 13 :

| Raisons | Nombre de M.K | Pourcentage |
|----------------|---------------|-------------|
| Temps | 3 | 60,00% |
| Indemnisations | 1 | 20,00% |
| Trop éloigné | 1 | 20,00% |
| Flexibilité | 0 | 0,00% |
| Total | 5 | 100% |

- QUESTION 14 :

| Durée consacrée | Nombre de M.K | Pourcentage |
|------------------|---------------|-------------|
| 0-23h | 9 | 6,21% |
| 1-3 jours | 60 | 41,38% |
| 3-7 jours | 38 | 26,21% |
| 7-15 jours | 15 | 10,34% |
| Plus de 15 jours | 23 | 15,86% |
| Total | 145 | 100% |

- QUESTION 15 :

| Type de formation suivie | Nombre de M.K | Pourcentage |
|------------------------------|---------------|-------------|
| TM | 68 | 12,90% |
| DLM | 39 | 7,40% |
| Ostéopathie | 46 | 8,73% |
| Kiné du sport | 38 | 7,21% |
| Dos | 49 | 9,30% |
| Uro-gynéco | 45 | 8,54% |
| Neurologie | 15 | 2,85% |
| Respiratoire | 76 | 14,42% |
| Mobilisation des tissus mous | 20 | 3,80% |
| Massage | 58 | 11,01% |
| K-taping | 16 | 3,04% |
| Microkiné | 19 | 3,61% |
| Epaule | 4 | 0,76% |
| D.I.U | 3 | 0,57% |
| Autre | 31 | 5,88% |
| Total | 527 | 100% |

- QUESTION 16 :

| Attente | Nombre de M.K | Pourcentage |
|----------|---------------|-------------|
| Toujours | 106 | 73,10% |
| Parfois | 39 | 26,90% |
| Jamais | 0 | 0,00% |
| Total | 145 | 100% |

- QUESTION 17 :

| Conventionnée | Nombre de M.K | Pourcentage |
|---------------|---------------|-------------|
| Toujours | 41 | 28,28% |
| Parfois | 78 | 53,79% |
| Jamais | 26 | 17,93% |
| Total | 145 | 100% |

- QUESTION 18 :

| Critères | Choix n°1 | Choix n°2 | Choix n°3 | Nombre de réponses | Pourcentage |
|----------------------|-----------|-----------|-----------|--------------------|-------------|
| Thème | 95 | 31 | 10 | 136 | 31,26% |
| Lien avec patientèle | 32 | 70 | 21 | 123 | 28,28% |
| Proximité | 15 | 31 | 56 | 102 | 23,45% |
| Coût | 2 | 8 | 49 | 59 | 13,56% |
| Horaires | 1 | 5 | 9 | 15 | 3,45% |
| Total | 145 | 145 | 145 | 435 | 100% |

- QUESTION 19 :

| O.G.D.P.C | Nombre de M.K | Pourcentage |
|-----------|---------------|-------------|
| Oui | 34 | 22,67% |
| Non | 116 | 77,33% |
| Total | 150 | 100% |

| Connaissance | Nombre de réponses | Pourcentage |
|--------------------|--------------------|-------------|
| Syndicat | 14 | 41,18% |
| Ordre | 4 | 11,76% |
| Congrès | 0 | 0,00% |
| Formation initiale | 0 | 0,00% |
| Salon | 1 | 2,94% |
| URPS | 2 | 5,88% |
| Courrier | 1 | 2,94% |
| Recherche internet | 5 | 14,71% |
| Article | 6 | 17,65% |
| Autre | 1 | 2,94% |
| Total | 34 | 100% |

- QUESTION 20 :

| Compte mon D.P.C | Nombre de M.K | Pourcentage |
|------------------|---------------|-------------|
| Oui | 26 | 17,33% |
| Non | 124 | 82,67% |
| Total | 150 | 100% |

| Attente | Nombre de M.K | Pourcentage |
|---------|---------------|-------------|
| Oui | 10 | 38,46% |
| Non | 16 | 61,54% |
| Total | 26 | 100% |

- QUESTION 21 :

| F.I.F.P.L | Nombre de M.K | Pourcentage |
|-----------|---------------|-------------|
| Oui | 125 | 83,33% |
| Non | 25 | 16,67% |
| Total | 150 | 100% |

- QUESTION 22 :

| Raisons | Choix n°1 | Choix n°2 | Nombre de réponses | Pourcentage |
|-----------------------|-----------|-----------|--------------------|-------------|
| Temps | 85 | 36 | 121 | 40,33% |
| Coût | 9 | 57 | 66 | 22,00% |
| Communication | 36 | 18 | 54 | 18,00% |
| Volonté | 15 | 23 | 38 | 12,67% |
| Réglementation | 2 | 1 | 3 | 1,00% |
| Outils | 0 | 0 | 0 | 0,00% |
| Formations inadaptées | 3 | 15 | 18 | 6,00% |
| Total | 150 | 150 | 300 | 100% |

- QUESTION 23 :

| F.C nécessaire | Nombre de M.K | Pourcentage |
|----------------|---------------|-------------|
| Oui | 133 | 88,67% |
| Non | 12 | 8,00% |
| Sans opinion | 5 | 3,33% |
| Total | 150 | 100% |

- QUESTION 24 :

| Obligation | Nombre de M.K | Pourcentage |
|--------------|---------------|-------------|
| Oui | 106 | 70,67% |
| Non | 43 | 28,67% |
| Sans opinion | 1 | 0,67% |
| Total | 150 | 100% |

- QUESTION 25 :

| Sanctions | Nombre de M.K | Pourcentage |
|-------------|---------------|-------------|
| Oui | 21 | 14,00% |
| Non | 44 | 29,33% |
| Ne sait pas | 85 | 56,67% |
| Total | 150 | 100% |

- QUESTION 26 :

| Remarques | Nombre de M.K | Pourcentage |
|-----------|---------------|-------------|
| Oui | 24 | 16,00% |
| Non | 126 | 84,00% |
| Total | 150 | 100% |

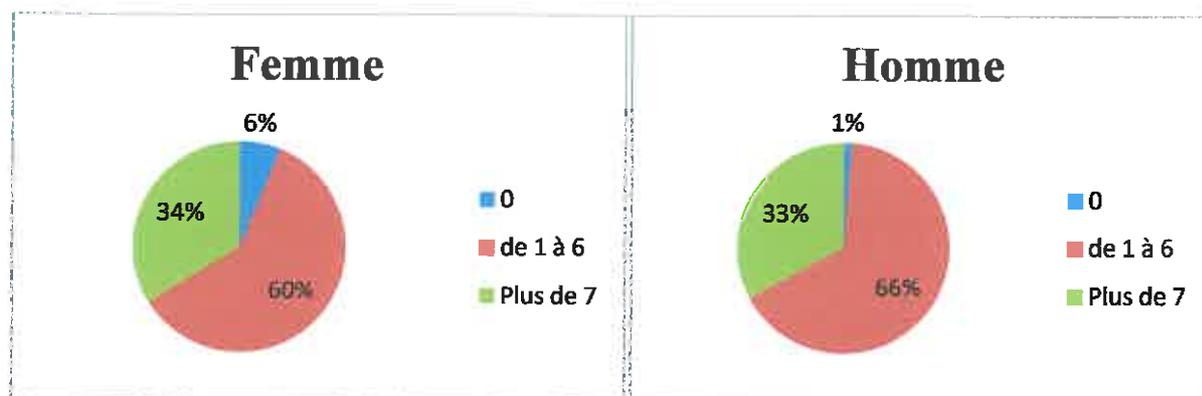
ANNEXE V : Test du Khi-deux

1. Nombre de formation réalisé par rapport au sexe :

- Les hommes se forment-ils plus que les femmes ou inversement ?

| Nombre de F.C | Femme | Homme |
|---------------|-------|-------|
| 0 | 4 | 1 |
| de 1 à 6 | 39 | 56 |
| Plus de 7 | 22 | 28 |

$p= 0,229$

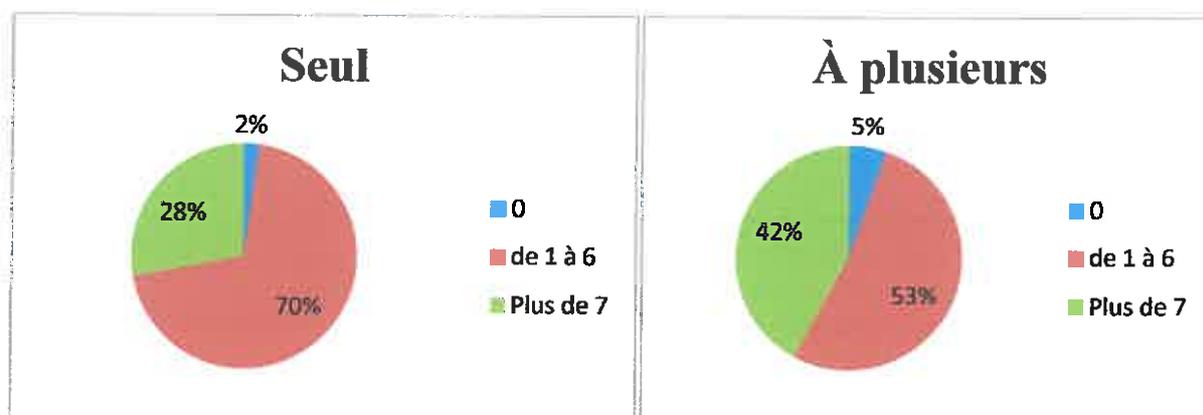


2. Formation réalisée en fonction du nombre de M.K au sein du cabinet

- Les professionnels se forment-ils plus quand ils sont plusieurs au cabinet ?

| Nombre de F.C | seul | à plusieurs |
|---------------|------|-------------|
| 0 | 2 | 3 |
| de 1 à 6 | 65 | 30 |
| Plus de 7 | 26 | 24 |

$p= 0.090$

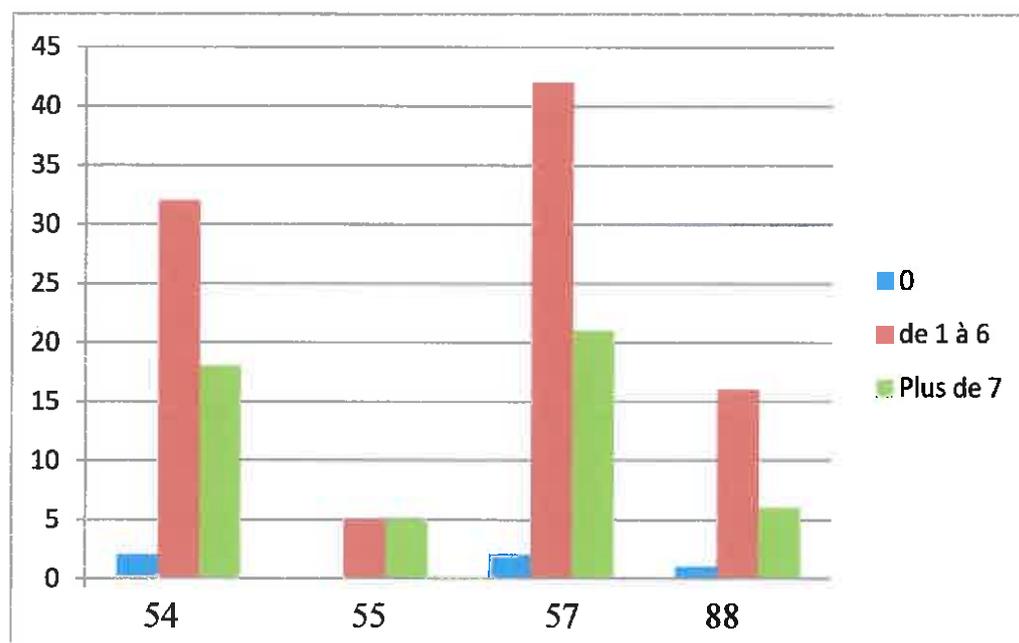


3. Formation réalisée par département

- Les professionnels se forment-ils plus dans un département que dans un autre?

| Nombre de F.C | 54 | 55 | 57 | 88 |
|---------------|----|----|----|----|
| 0 | 2 | 0 | 2 | 1 |
| de 1 à 6 | 32 | 5 | 42 | 16 |
| Plus de 7 | 18 | 5 | 21 | 6 |

$p = 0.903$

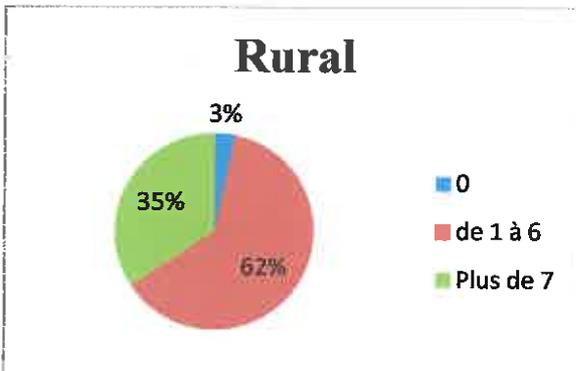
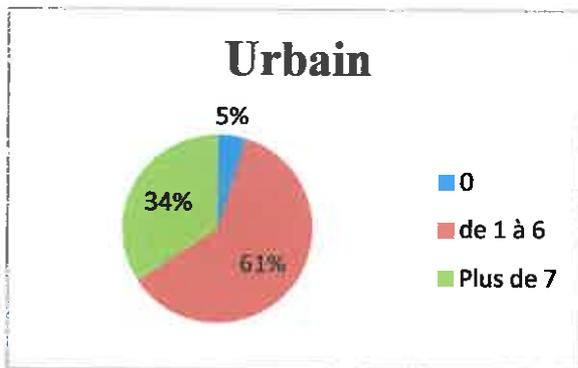


4. Formation réalisée en fonction du milieu

- Les professionnels se forment-ils plus si ils exercent en ville ou à la campagne?

| Nombre F.C | Urbain | Rural | Les 2 |
|------------|--------|-------|-------|
| 0 | 3 | 2 | 0 |
| de 1 à 6 | 39 | 38 | 18 |
| Plus de 7 | 22 | 21 | 7 |

$p= 0.771$



5. Formation en fonction année du diplôme

- Les jeunes diplômés se forment-ils plus que les séniors?

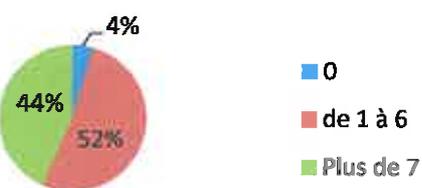
| Nombre de F.C | après 2002 | 1982-2001 | 1962-1981 |
|---------------|------------|-----------|-----------|
| 0 | 2 | 3 | 0 |
| de 1 à 6 | 47 | 36 | 12 |
| plus de 7 | 8 | 30 | 12 |

Khi-deux : $p= 0.0020$ / Fischer : $p= 0.00065$

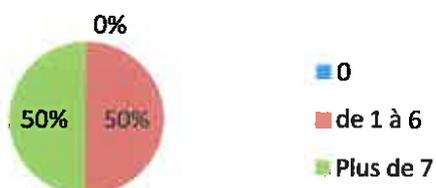
Nombre de F.C après 2002



Nombre de F.C 1982-2001



Nombre de F.C 1962-1981



6. Formation en fonction du nombre d'année en libéral

- Plus on vieillit moins on se forme?

| Nombre F.C | 0 à 4 ans | 5 à 19 ans | 20 à + de 30 ans |
|------------|-----------|------------|------------------|
| 0 | 1 | 3 | 1 |
| de 1 à 6 | 29 | 40 | 25 |
| Plus de 7 | 1 | 16 | 33 |

$p < 0,0001$

